



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-cinquième session
Rome, 2-3 décembre 1998

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO

POUR

**LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DE LA PROVINCE
DE XIENG KHOUANG - PHASE II**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTES DU LAOS ET DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	vi
NOTE DE PRÉSENTATION	vii
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Données d'expérience	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Laos	3
D. Raison d'être du projet	4
DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET	5
A. Zone du projet et groupe cible	5
B. Objectifs et portée du projet	6
C. Composantes	7
D. Coûts et financement du projet	8
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	11
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	12
H. Risques	14
I. Impact sur l'environnement	14
J. Caractéristiques novatrices du projet	15
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	15
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	16
ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	17



APPENDICES

I.	COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II.	PREVIOUS IFAD LOANS/GRANTS IN LAOS (PRÊTS ET DONS ANTÉRIEURS DU FIDA AU LAOS)	2
III.	LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV.	QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROJECT FACTORS (APPORTS QUANTIFIÉS, OBJECTIFS ET FACTEURS CLÉS DU PROJET)	5
V.	COSTS AND FINANCING (COÛTS ET FINANCEMENT)	6
VI.	ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	8
VII.	ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS (ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)	14

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Nouveau kip (LAK)
1,00 USD	=	3 700 LAK
1,00 LAK	=	0,00027 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

BPA	Banque de promotion de l'agriculture
CDD	Comité directeur de district
DANIDA	Agence danoise de développement international
GTZ	Office allemand de la coopération technique
IDA	Association internationale de développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PIP	Programme d'investissement public
PNUCID	Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
TRE	Taux de rentabilité économique
TRF	Taux de rentabilité financière
UGP	Unité provinciale de gestion du projet

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO

Exercice budgétaire

1^{er} octobre - 30 septembre

CARTE 1 DU LAOS ET DE LA ZONE DU PROJET



Source: Rapport de préévaluation du FIDA.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.



CARTE 2 DE LA PROVINCE DE XIENG KHOUANG ET DES DISTRICTS



Source: Rapport de préévaluation du FIDA.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO
PROJET DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DE LA PROVINCE DE
XIENG KHOUANG - PHASE II

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROJET:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République démocratique populaire lao
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Gouvernement de la province de Xieng Khouang, Laos
COÛT TOTAL DU PROJET:	9,05 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	4,95 millions de DTS (équivalant approximativement à 6,93 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.
COFINANCEUR:	Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues
MONTANT DU COFINANCEMENT:	910 000 USD
CONDITIONS DU COFINANCEMENT:	Don
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	740 000 USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	470 000 USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU)

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires du projet? Les bénéficiaires seront les 83% de la population totale (165 000 personnes ou 24 400 ménages) de la province qui ne réussissent pas à couvrir entièrement leurs besoins alimentaires et vivent au-dessous du seuil de pauvreté national. Il s'agit de minorités ethniques pratiquant l'agriculture de subsistance qui disposent de moins de 350 kg de riz par personne et par an, d'un revenu annuel inférieur à 285 000 LAK (237 USD) et de 0,12 ha de terre à riz par personne au maximum. Les femmes représenteront une part importante des bénéficiaires.

Pourquoi sont-ils pauvres? Les bénéficiaires sont pauvres parce qu'ils doivent faire face aux graves problèmes suivants: i) ressources productives limitées en raison du relief montagneux et de la présence de multiples mines cachées non explosées; ii) large pratique de la culture itinérante et faible productivité agricole; iii) manque de services de vulgarisation et de techniques agricoles applicables en moyenne altitude et sur les hautes terres; iv) coût d'entretien élevé des installations traditionnelles d'irrigation et utilisation peu efficace des ressources en eau; v) possibilités limitées de diversification des cultures et des revenus; vi) forte incidence des maladies animales et faible productivité du bétail; vii) accès limité aux services financiers ruraux, aux réseaux commerciaux et aux services sociaux de base; viii) isolement et enclavement des zones n'ayant qu'un accès limité au réseau routier.

Quels avantages le projet apportera-t-il au groupe cible? Le projet est conçu pour surmonter ces obstacles par les moyens suivants: i) participation des bénéficiaires de façon à les impliquer directement dans leur développement; ii) amélioration des réseaux traditionnels d'irrigation pour réduire les frais d'entretien et utiliser efficacement les ressources hydriques; iii) fourniture de services de vulgarisation non traditionnels et formation des agriculteurs grâce au réseau d'agents villageois; iv) démonstration de nouvelles cultures et techniques d'exploitation en altitude pour accroître la productivité agricole et réduire la production d'opium; v) amélioration du programme existant de banque de bovidés, de la lutte contre les maladies animales et de la gestion de l'alimentation des animaux; vi) fourniture de services d'épargne et de crédit pour diversifier les sources de revenus; vii) fourniture d'eau de boisson saine pour améliorer la santé et la productivité des populations locales, notamment des femmes; viii) amélioration des routes de desserte rurales pour que les villages isolés aient accès aux nouvelles possibilités de développement; ix) organisation d'une formation systématique en vue de démarginaliser les communautés locales et les bénéficiaires et d'améliorer les capacités institutionnelles des organismes publics essentiels et donc l'efficacité de leurs services.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet? Toutes les communautés ethniques, en particulier les populations vivant en altitude moyenne ou élevée, et aussi les femmes, participeront aux activités du projet grâce aux dispositifs de planification et de développement participatifs. Les bénéficiaires pourront exprimer leurs demandes et leurs aspirations pendant les travaux de planification participative dans les villages cibles. Ils identifieront les options que doivent retenir les organismes spécialisés en matière de vulgarisation agricole et zootechnique et choisiront eux-mêmes celles qu'ils doivent appliquer au niveau de l'exploitation à des fins de démonstration ou de production. Ils participeront à la construction des installations d'irrigation ou d'approvisionnement en eau saine en fournissant du travail et des matériaux locaux et seront ensuite responsables de l'entretien. Les bénéficiaires seront employés aux travaux de construction (à fort coefficient de main-d'oeuvre) des routes de desserte rurales et d'entretien des routes dans le cadre de contrats avec le gouvernement, et se procureront ainsi des revenus en espèces à investir dans des activités de production qui renforceront encore leur participation au projet. Ils s'émanciperont en s'organisant en groupes communautaires d'activités sociales ou productives, par exemple groupes d'épargne et de crédit, associations d'irrigants ou comités d'utilisateurs d'eau de boisson. En outre les bénéficiaires



recevront une formation afin de renforcer le réseau d'agents villageois qui fourniront des services complémentaires de vulgarisation agricole et zootechnique au reste de la communauté. Des représentants élus des bénéficiaires, dont des femmes, feront partie des comités directeurs de district de sorte qu'ils interviendront dans le processus de décision et pourront donner leur avis sur les services et l'assistance que le projet devrait leur fournir.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO
POUR
LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DE LA PROVINCE DE
XIENG KHOUANG - PHASE II

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République démocratique populaire lao d'un montant de 4,95 millions de DTS (équivalant approximativement à 6,93 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Projet de développement agricole de la province de Xieng Khouang - Phase II. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera administré par le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. Le Laos se classe au 28^e rang parmi les pays les plus pauvres du monde sur la base du PNB par habitant et au 136^e rang sur 175 pays sur la base de l'indice de développement humain (0,459). C'est un pays sans façade maritime d'une superficie de 231 800 km² divisé en 17 provinces. Les zones montagneuses représentent 80% du territoire et 3% environ seulement de la superficie totale est cultivée. En 1996, la population atteignait 5 millions de personnes, dont plus de 80% vivant en milieu rural; et 56% des habitants étaient âgés de moins de 15 ans.

2. Le nouveau mécanisme économique mis en oeuvre en novembre 1986 a déclenché un processus de réforme et de libéralisation de l'économie et des échanges commerciaux. Depuis 1989, le pays a connu une transition rapide de la planification centralisée à l'économie de marché. En 1996, le PIB nominal s'établissait à 1 857 millions de USD, soit un PNB de 400 USD par habitant. Entre 1990 et 1996, l'économie nationale a enregistré un taux de croissance annuel de 6,7%. En 1996, le PIB s'est accru de 6,8%. Le secteur agricole fournissait 51,9% du PIB, l'industrie 20,5% et les services 27,6%. La balance des paiements courants accusait un déficit de 227 millions de USD, soit 12,2% du PIB, tandis que le service de la dette équivalait à 6,3% des exportations totales de biens et de services. Le taux d'inflation atteignait environ 11% à la fin de 1997. La crise que traverse actuellement l'Asie du Sud-Est, en particulier le pays limitrophe, la Thaïlande, a durement frappé le Laos, entraînant des poussées effets inflationnistes imprévues et une dévaluation rapide du LAK parallèlement à celle du Baht thaïlandais.

¹ Pour tous renseignements supplémentaires, voir l'appendice I.



3. Le secteur économique le plus important est l'agriculture qui emploie plus de 85% de la population active. En 1996, les cultures ont fourni 47%, l'élevage et les pêches 40% et la foresterie 13% du PIB agricole. La principale culture est le riz qui occupe près de 80% des 800 000 ha de terres cultivées et la production de paddy était estimée en 1996 à 1,4 million de tonnes, volume tout juste suffisant pour couvrir les besoins intérieurs. Les principales autres cultures sont le tabac et le café, suivis par le maïs, les plantes racines, l'arachide, le soja et le coton.

4. L'agriculture de subsistance à base familiale avec application de techniques extensives de culture itinérante sur près du tiers de la superficie exploitée prédomine dans le pays. La superficie cultivée moyenne par famille rurale s'établit à environ 1,2 ha et les terres sont réparties de façon assez équitable. Les rendements et l'intensité d'exploitation sont généralement faibles. Il existe des possibilités de développer l'agriculture irriguée et d'améliorer la productivité agricole. Les paysans ont rarement recours aux techniques et aux facteurs de production améliorés, notamment dans les zones de montagne et préparent généralement la terre en utilisant des animaux de trait ou en travaillant à la main. Ils commencent à utiliser les engrais, les produits chimiques et les machines, mais seulement à petite échelle. Étant donné que la pression démographique s'accroît dans les zones de montagne, la superficie exploitée en culture itinérante devrait augmenter. Le gouvernement se préoccupe vivement de mettre en application sa politique de stabilisation des agriculteurs itinérants.

5. Le développement de l'agriculture constitue un facteur critique pour l'avenir de l'économie du pays. Entre 1990 et 1996, ce secteur a freiné la croissance économique générale en n'enregistrant qu'un taux de croissance annuel de 4,4% en moyenne tandis que le PIB progressait de 6,7% par an. Il est à la merci du mauvais temps, notamment des inondations et sécheresses périodiques. Faute d'infrastructures rurales suffisantes, certains paysans se sont repliés sur l'agriculture de subsistance au lieu de profiter des incitations commerciales qu'offraient les réformes économiques. En outre, le crédit rural est tout à fait insuffisant par rapport aux besoins des agriculteurs, ce qui pose un autre problème.

B. Données d'expérience

6. À la fin de 1997, le FIDA avait accordé six prêts au Laos et trois projets étaient encore en cours. Ces prêts ont eu une incidence positive sur la sécurité alimentaire et financière des ménages visés. Depuis quelques années, le rythme de la mise en oeuvre des projets et du décaissement des prêts s'est amélioré. La première phase du Projet de développement agricole de la province de Xieng Khouang a permis d'identifier les besoins suivants: i) améliorer le ciblage du projet au niveau et à l'intérieur des villages; ii) former et réorienter les services publics et la direction du projet vers la gestion des programmes de lutte contre la pauvreté en fonction de la demande et sur des bases participatives; iii) améliorer et renforcer le réseau de vulgarisation grâce à la formation du personnel et des agriculteurs et renforcer le réseau d'agents vulgarisateurs de village; iv) continuer, comme on l'a déjà fait avec succès, à faire intervenir les bénéficiaires à toutes les étapes de la mise en place et de l'exploitation des périmètres d'irrigation et récupérer une partie des coûts d'investissement dans l'irrigation pour donner encore davantage aux bénéficiaires le sentiment que les investissements du projet leur appartiennent; v) poursuivre le programme de construction de routes à coefficient de main-d'oeuvre élevé qui a donné de bons résultats pour ouvrir aux populations pauvres des zones isolées l'accès aux services commerciaux et sociaux et transférer aux communautés locales des ressources à investir dans des activités productives; vi) enfin, veiller particulièrement à améliorer la productivité de l'élevage et le fonctionnement de la banque de bovidés.

7. En outre, la conception du projet tient également compte des enseignements ci-après qui ont été tirés des activités du FIDA dans d'autres zones du pays: i) les projets doivent être conçus avec souplesse pour pouvoir être ajustés ensuite à mesure que l'expérience s'accumule et que les obstacles



et les possibilités sont mieux cernés; ii) la mise en oeuvre des projets doit être autant que possible décentralisée au niveau des provinces, des districts, des villages et des communautés locales et procéder par étapes suivant les capacités locales; iii) l'utilisation des dons et des prêts doit être coordonnée avec le plus grand soin pour assurer la plus forte synergie possible; iv) l'exploitation et l'entretien d'ouvrages financés par des investissements publics doivent être organisés de façon efficace; v) une formation systématique doit être dispensée pour renforcer les capacités institutionnelles des communautés locales et des principaux services publics; vi) ces services publics doivent être formés et réorientés de façon à offrir des prestations aux bénéficiaires en fonction de la demande et sur des bases participatives.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Laos

8. **Politique nationale de lutte contre la pauvreté.** La pauvreté qui sévit dans les campagnes du Laos est essentiellement imputable à la faible productivité agricole, aux disponibilités alimentaires insuffisantes, au manque d'accès à l'éducation et aux marchés et aux possibilités limitées de diversification des revenus. D'après une étude de la Banque mondiale fondée sur la situation en 1992-1993, la pauvreté atteint des niveaux inquiétants, touchant 46% de la population à l'échelon national, 53% dans les zones rurales et 24% dans les zones urbaines. Le nombre total de ruraux pauvres est estimé à 2 millions de personnes qui vivent en majorité dans le nord et le centre du pays. L'incidence de la pauvreté est particulièrement grave parmi les ménages d'agriculteurs (52,5%) et est généralement plus forte chez les paysans qui pratiquent l'agriculture dans les zones d'altitude moyenne ou élevée. Le gouvernement est résolu à promouvoir la lutte contre la pauvreté et le développement équitable. Lors du Sommet mondial du développement social de 1995, il s'est associé à la déclaration qui préconise de lutter contre la pauvreté en favorisant le plein emploi, la création de moyens d'existence sûrs et durables et l'intégration sociale. Il a incorporé des programmes d'atténuation de la pauvreté dans le Quatrième plan quinquennal (1996-2000) et le programme national de développement rural.

9. **Activités de lutte contre la pauvreté financées par d'autres donateurs importants.** L'aide extérieure joue un rôle décisif dans le développement social et économique et dans les programmes de lutte contre la pauvreté au Laos. Le Programme d'investissement public (PIP) pour la période couverte par le plan quinquennal en cours s'élève à environ 1,6 milliard de USD, dont environ 25% financé par le pays. En 1996, l'aide extérieure au développement accordée au Laos a atteint environ 399 millions de USD au total, dont 42,3% environ venaient de sources bilatérales, 54,5% d'organismes multilatéraux, entre autres le système des Nations Unies et l'Union européenne, et le reste d'organisations non gouvernementales (ONG). Cette aide s'est répartie approximativement comme suit: projets d'investissement, 42%; assistance technique, 33%; soutien de la balance des paiements, 20%; aide alimentaire, 3%; enfin aide humanitaire et secours, 2%. Le secteur des transports a reçu environ 36% de l'aide extérieure en 1996; l'agriculture, la mise en valeur des ressources humaines, le développement des terroirs, l'énergie et la gestion économique en ont également absorbé une part importante. En 1996, la principale source d'aide extérieure a été la Banque asiatique de développement (86 millions de USD). L'Association internationale de développement (IDA) et la Banque asiatique de développement ont financé de grands projets de construction de routes tout en offrant un appui au développement des institutions et de l'agriculture. L'IDA et le Fonds monétaire international soutiennent le programme d'ajustement structurel. Les principaux donateurs bilatéraux sont l'Australie, la France, l'Allemagne, le Japon, la Suisse, la Thaïlande et les États-Unis; ils accordent des dons pour l'assistance technique, le renforcement des infrastructures et le développement rural, le développement des terroirs, l'aide humanitaire et les secours. Les ONG extérieures jouent un rôle actif avec l'encouragement du gouvernement. Il n'existe pas actuellement d'ONG locale en raison de la politique restrictive du gouvernement.



10. **Stratégie de collaboration du FIDA avec le Laos.** Une Étude des opportunités stratégiques de pays a été établie en juin 1996 afin de jeter les bases pour l'ensemble des opérations du FIDA au Laos. Les grands axes de la stratégie du FIDA pour ce pays sont les suivants: i) continuer d'appuyer des programmes de développement rural à l'échelon local centrés sur la lutte contre la pauvreté, le renforcement de la sécurité alimentaire et financera des ménages et la gestion durable des ressources productives; ii) orienter particulièrement l'assistance vers les paysans pauvres des zones d'altitude moyenne et élevée du centre et du nord du pays; iii) mettre à profit les expériences positives de développement et les technologies éprouvées pour améliorer la productivité de l'agriculture; iv) lancer des politiques nouvelles pour contribuer à mettre en place de bons services de crédit rural; v) réaliser des routes de desserte rurales et des infrastructures sociales pour désenclaver les zones isolées; vi) initier un processus de réorientation et de changement de la culture professionnelle de services publics clés afin qu'ils offrent des prestations aux bénéficiaires en fonction de la demande et sur des bases participatives; vii) enfin, renforcer les capacités institutionnelles des communautés locales et des services publics en matière de planification et de gestion de programmes de lutte contre la pauvreté grâce à une formation systématique des spécialistes et des cadres.

11. Le projet correspond aux grands axes de la stratégie institutionnelle du FIDA dans les domaines suivants: i) sa conception repose sur la participation et l'intérêt direct des bénéficiaires car ceux-ci et les groupes communautaires doivent jouer un rôle majeur dans la mise en oeuvre des activités du projet que les bénéficiaires doivent déterminer eux-mêmes au cours d'évaluations rurales participatives au niveau du village; ii) le projet est conçu de façon souple et vise à créer des capacités locales grâce à la formation des agriculteurs et des agents des services publics; iii) le projet est conçu de façon à assurer un équilibre entre les sexes pour faire participer les femmes à toutes ses activités; iv) le projet a fait l'objet de nombreux examens mutuels pour assurer le contrôle de la qualité, notamment au stade de la conception; v) dans le domaine politique, le gouvernement a accepté que la Banque de promotion de l'agriculture (BPA) modifie sa politique de prêts en milieu rural en appliquant les taux d'intérêt commerciaux pratiqués dans la province au lieu des taux subventionnés pour améliorer sa rentabilité. Le gouvernement est également convenu d'appliquer une politique cohérente de développement de l'irrigation dans la province fondée sur la récupération partielle des coûts d'investissement comme pendant la première phase; vi) enfin, le projet favorisera le partenariat avec d'autres organisations internationales, en particulier le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), l'Office allemand de la coopération technique (GTZ), l'Agence danoise de développement international (DANIDA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

D. Raison d'être du projet

12. La première phase du projet a amélioré la vie des populations locales et a eu un impact suffisant pour inciter à poursuivre les investissements. La deuxième phase partira de cette expérience positive et de la capacité institutionnelle mise en place pendant la première pour modifier plus profondément les méthodes de gestion et la culture professionnelle des services publics essentiels qui assureront les prestations nécessaires aux bénéficiaires en fonction de la demande et sur des bases participatives. En outre, les améliorations aux principales liaisons routières avec Vientiane et le Viet Nam qui sont prévues donneront accès aux marchés aux communautés des villages reculés de montagne et leur ouvriront de nouvelles perspectives de développement social et économique. Il existe des possibilités d'investissements dans l'agriculture en dehors de l'exploitation qui permettraient de renforcer encore la sécurité alimentaire des ménages et d'améliorer les revenus des pauvres et leur état nutritionnel. Il est possible d'accroître la productivité agricole grâce au développement de l'irrigation, à la diversification des cultures, à la vaccination du bétail, à l'amélioration de la production des animaux de toutes les catégories et aux activités rémunératrices à l'exploitation même ou à l'extérieur. Les investissements dans l'approvisionnement en eau des villages afin d'améliorer la santé, la nutrition et la productivité de la population grâce au recul des

maladies transmises par l'eau devraient apporter d'autres avantages au groupe cible. Le projet aura un impact d'autant plus fort sur l'atténuation de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire, des revenus et de la nutrition des ménages que l'assistance visera particulièrement les villages pauvres et que les activités seront mises en oeuvre de façon coordonnée.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

13. **Zone du projet.** Le projet couvre les sept districts de la province de Xieng Khouang (Pek, Kham, Nonghet, Khoume, Mok, Phoukout et Phaxay), soit une superficie totale d'environ 1,6 million d'ha dont 58%, ayant une pente supérieure à 55%, sont impropres à l'agriculture. La province compte 197 776 habitants (29 245 ménages) répartis dans 506 villages. La densité de population atteint 28 habitants/km², chiffre bien supérieur à la moyenne nationale de 20 habitants/km². La population comprend trois groupes ethniques: Lao Loum des basses terres (73%); Lao Theung des terres de moyenne altitude (2%); et Lao Soung des zones montagneuses (25%).

14. La superficie cultivée s'établit à 28 742 ha, dont le riz de plaine occupe 44%, le riz de montagne 29% et les autres cultures de montagne (principalement le maïs) 27%. Les rendements sont généralement modérés à faibles; le rendement moyen du riz de plaine atteint 2,9 t/ha et celui du riz de montagne 1,6 t/ha. L'élevage apporte une contribution importante aux revenus familiaux dans la province. Le nombre moyen de grands ruminants s'élève à 1,7 buffle et 2,7 bovins par ménage. Les disponibilités de fourrage sont suffisantes pendant la saison humide mais trop faibles et de mauvaise qualité en saison sèche. La plupart des familles possèdent quelques porcs qui sont habituellement confiés aux femmes. Celles-ci femmes élèvent également des volailles en utilisant le moins d'intrants possibles. Les maladies animales sont très répandues.

15. La BPA a une seule filiale à Phonsavanh qui travaille actuellement dans 224 villages avec 4 000 clients et avait en 1997 un portefeuille de prêts de 884 millions de LAK (353 600 USD) au total (dont 52% de prêts consentis aux taux du marché) en faveur d'activités lucratives agricoles ou autres. La BPA ne réussit pas à satisfaire la demande de crédit, ce qui traduit en partie l'absence de mobilisation de l'épargne. Dans la province, moins de 10% des villages sont considérés comme disposant d'eau de boisson saine. Le choléra et la dysenterie sont très répandus. Les communications routières sont difficiles et coûteuses dans cette région montagneuse. La plupart des routes sont impraticables pendant certaines périodes de la saison humide.

16. Le gouvernement de la province de Xieng Khouang compte uniquement sur le gouvernement national pour obtenir des fonds d'investissement dans le cadre du PIP. Les organismes techniques de la province manquent de moyens financiers et ne sont en mesure d'entreprendre que des programmes de travail très limités sans aide financière. Les crédits alloués par le gouvernement aux activités de développement agricole et rural en 1996/97 ont atteint au total environ 1 milliard de LAK (400 000 USD).

17. **Le groupe cible.** La province de Xieng Khouang, où 83% des ménages vivent au-dessous du seuil de pauvreté, reste une des plus pauvres du Laos. Ses ressources productives sont limitées par le relief montagneux et les nombreuses mines non exploitées encore enfouies dans une terre normalement fertile. La province enregistre un déficit de riz et on y pratique largement l'agriculture de subsistance. De nombreux ménages pauvres vivent dans des zones montagneuses reculées sans accès aux marchés, aux routes, aux réseaux d'irrigation ni aux services financiers. Les principaux actifs que possèdent les



familles rurales pauvres sont la terre et le bétail (environ 65% du total), les habitations et les forêts. Leur activité économique la plus importante est la riziculture. Les rendements des cultures et la productivité du bétail sont faibles. En outre, les inondations et les sécheresses perturbent fréquemment la production agricole et la vie quotidienne des populations.

18. Le projet visera les 83% de la population (environ 165 000 personnes ou 24 400 ménages) de la province qui ne couvrent pas entièrement leurs besoins alimentaires et vivent au-dessous du seuil de pauvreté national. Il aura pour cible les groupes des minorités ethniques pratiquant l'agriculture de subsistance qui disposent de moins de 350 kg de riz par personne et par an, d'un revenu annuel inférieur à 285 000 LAK (237 USD) et au maximum de 0,12 ha de terre à riz par personne. Les femmes représenteront une part importante du groupe cible. Le projet visera des groupes de villages où 65-70% des ménages accusent un déficit de riz. Un classement par niveau de richesse sera effectué dans les villages sélectionnés au cours d'évaluations rurales participatives pour cibler plus précisément l'assistance du projet sur les pauvres et les femmes. Priorité sera donnée aux ménages démunis de ressources des zones d'altitude moyenne et élevée. Des critères de sélection ont été établis pour le choix des groupes de villages, l'irrigation et la fourniture d'eau de boisson, tandis que les activités de crédit trouveront automatiquement leurs cibles car elles comporteront la création de groupes d'auto-assistance et la fourniture de petits prêts n'intéressant pas les ménages les plus aisés.

19. **Situation des femmes.** Les femmes sont habituellement surchargées de travail: elles assurent non seulement les corvées domestiques mais aussi la majeure partie des activités productives à l'exploitation et à l'extérieur et elles vont chercher l'eau à des sources éloignées; elles sont responsables de l'élevage des porcs et des volailles, tandis que les hommes s'occupent des grands animaux. Hommes et femmes se partagent les activités de production agricole, mais les femmes assurent la majeure partie du désherbage. La récolte se fait également en commun, sauf celle des pavots à opium qui demande beaucoup de main-d'oeuvre et est généralement confiée aux femmes. Les légumes sont vendus par les femmes et les autres produits des cultures et de l'élevage par les hommes. Les deux sexes pratiquent la collecte des produits forestiers non ligneux. Bien que la femme s'occupe fréquemment de l'argent du ménage, c'est l'homme qui, en qualité de chef de ménage reconnu, doit présenter la plupart des demandes de crédit. En outre, les femmes exercent des activités lucratives non agricoles comme le tissage, la couture et la fabrication de balais et de paniers. Elles sont également propriétaires de la majeure partie des terres dans les zones basses.

B. Objectifs et portée du projet

20. Le projet a pour objectifs généraux de réduire la pauvreté, de renforcer la sécurité alimentaire et financière des ménages, d'améliorer la nutrition des pauvres et d'offrir davantage d'activités pour remplacer la culture du pavot à opium. Ces objectifs seront atteints par les moyens suivants: i) encourager le développement de l'agriculture, notamment l'irrigation, la production végétale et l'élevage; ii) offrir des possibilités de diversifier les revenus grâce aux services d'épargne et de crédit; iii) approvisionner la population locale en eau de boisson pour améliorer sa santé, sa nutrition et sa productivité; iv) mettre fin à l'isolement des communautés rurales pauvres et reculées en construisant des routes de desserte rurales avec des méthodes à fort coefficient de main-d'oeuvre. Les activités du projet seront coordonnées, de façon à renforcer leur impact sur les bénéficiaires. La stratégie du projet sera la suivante: i) cibler particulièrement les villages pauvres; ii) permettre aux villageois de décider de l'assistance que le projet doit fournir; iii) encourager les femmes à participer à toutes les activités du projet; iv) encourager les bénéficiaires à fournir du travail et des matériaux locaux pour l'irrigation et l'approvisionnement en eau de façon à renforcer leur intérêt direct pour les investissements; v) promouvoir les groupes autonomes d'épargne et de crédit et les associations d'utilisateurs d'eau pour la construction, l'exploitation et l'entretien des réseaux d'irrigation et d'approvisionnement en eau. Les villages seront ciblés par petits groupes qui recevront une assistance concentrée du projet pendant deux ans jusqu'au transfert de l'aide à un autre groupe, mais

continueront ensuite de bénéficier de services de suivi. Cette approche permettra de renforcer au maximum les avantages et l'impact et d'utiliser rationnellement les ressources humaines et financières limitées qui sont disponibles. Le projet collaborera avec les autres projets financés par des donateurs extérieurs (PNUCID, GTZ, DANIDA et PNUD) pour assurer la synergie et la complémentarité des activités et pour faire en sorte que les techniques d'exploitation agricole mises au point pour les hautes terres puissent être reproduites dans d'autres parties de la province.

C. Composantes

21. Le projet a quatre composantes: i) développement agricole; ii) diversification des revenus; iii) développement des infrastructures rurales; iv) renforcement institutionnel.

Développement agricole

22. Cette composante comprend trois volets: irrigation, cultures et élevage.

23. **Irrigation.** Le projet financera les activités suivantes: i) construction de 20 petits réseaux d'irrigation; ii) remise en état de 15 réseaux de type traditionnel pour réduire les coûts d'entretien; iii) construction de 50 microréseaux, principalement sur les hautes terres. Au total, cet effort permettra d'augmenter la superficie irriguée de 1 600 ha, dont 775 ha pendant la saison humide et 825 ha pendant la saison sèche. Les périmètres aménageables seront sélectionnés dans le cadre de la planification participative. Le projet financera le travail de levé, de conception et de construction. Les bénéficiaires apporteront l'équivalent d'environ 15% des coûts sous forme de main-d'oeuvre et de matériaux locaux, et ils financeront à crédit jusqu'à 45% des dépenses de construction. L'exploitation et l'entretien incomberont entièrement aux groupes d'utilisateurs de l'eau, dont les membres recevront une formation à cet effet, ainsi que pour la construction et sa préparation. Une formation sera également dispensée au personnel technique de la province et des districts. Un ingénieur rural volontaire des Nations Unies, dont les services seront financés par le PNUCID, apportera son concours à ces diverses activités selon les besoins.

24. **Cultures.** Le projet assurera la démonstration et la diffusion de nouvelles cultures commerciales de saison sèche dans les zones irriguées et de cultures pérennes ou de saison humide sur les hautes terres. Dans ce dernier cas, il s'efforcera d'encourager de nouveaux types de cultures et de techniques de production mises au point dans le cadre d'autres projets exécutés dans la province, en vue de favoriser l'adoption d'un système viable de rotation des cultures en altitude. Des actions de formation permettront de renforcer le réseau villageois d'agents agricoles. Le choix des cultures sera fonction des décisions issues de la planification participative organisée par le projet. Ce dernier financera l'importation du matériel végétal destiné aux cultures qui seront introduites dans la province (pomme de terre, par exemple) ou pour lesquelles il existe une pénurie de plants et de semences (gingembre à haut rendement), ainsi que de cultivars d'arbres fruitiers.

25. **Élevage.** Le projet augmentera la rentabilité de l'élevage en informant les petits exploitants sur les besoins nutritionnels du bétail et en encourageant la vaccination ainsi que l'utilisation d'antihelminthiques pour tous les animaux. Il appuiera en particulier: un programme de développement des cultures fourragères; un service de conseils élémentaires pour tous les animaux d'élevage (poissons et volailles compris); des services zoosanitaires; la formation des éleveurs et du personnel du projet; et une assistance technique pour le fonctionnement de la banque de bovidés ainsi qu'en matière de santé animale et de gestion de l'alimentation du bétail.

Diversification des revenus

26. Le projet fournira au groupe cible des services d'épargne et de crédit, tout en améliorant la viabilité financière de l'antenne de la BPA dans la province de Xieng Khouang. Il financera notamment un fonds de crédit renouvelable de 738 000 USD sur 15 ans pour permettre à la BPA de

financer à son tour des activités rémunératrices agricoles et extra-agricoles, aux taux du marché et sans caution individuelle mais sur la base de garanties collectives. Le PNUCID fournira un conseiller à la BPA pour l'aider à améliorer ses opérations bancaires, développer ses moyens institutionnels et élargir son rayon d'action en direction des bénéficiaires. Les services agricoles assureront un soutien technique aux emprunteurs secondaires. L'Union des femmes lao jouera un rôle très important dans la formation, la sensibilisation et la mobilisation sociale des femmes, en vue de leur participation aux activités du projet, ainsi que dans la promotion du programme d'épargne et de crédit.

Développement des infrastructures rurales

27. Cette composante comporte deux volets: approvisionnement en eau et construction de routes de desserte rurales.

28. **Approvisionnement en eau.** Le projet financera la construction de 56 réseaux de distribution d'eau par gravité, dont l'emplacement sera déterminé préalablement dans le cadre de la planification participative. Ces ouvrages seront conçus et réalisés selon les normes du Fonds international des Nations Unies pour l'enfance. Il est également prévu de protéger 56 sources et de creuser et d'aménager 240 puits. Les communautés villageoises supporteront environ 20% du coût total de ces travaux sous forme de main-d'oeuvre et de matériaux locaux, et elles se chargeront de l'exploitation et de l'entretien des ouvrages.

29. **Routes de desserte rurales.** Le projet financera: i) les relevés et études de conception préalables à la construction de 320 km de routes et de cinq ponts Bailey; ii) la construction d'environ 270 km de routes de district; iii) le soutien institutionnel nécessaire à ces travaux. Chaque fois que les conditions le permettent, il est prévu d'utiliser des techniques à forte intensité de main d'oeuvre pour assurer un transfert optimal de ressources aux bénéficiaires grâce à leur participation. Une formation sera dispensée pour faciliter la supervision d'un bout à l'autre des travaux, ainsi que le contrôle de qualité. Un ingénieur spécialisé dans les techniques routières, recruté au titre de l'assistance technique internationale, ainsi qu'un ingénieur rural volontaire des Nations Unies, dont les services seront financés par le PNUCID, renforceront le dispositif de formation et de soutien technique.

Renforcement institutionnel

30. Le projet appuiera les organismes techniques et les services de gestion de ses propres activités dans la province et dans chaque district. Le but essentiel de cette composante est d'assurer la formation du personnel et de fournir une assistance technique pour familiariser les intéressés avec les méthodes de planification et de développement participatifs, afin que l'aide apportée réponde à la demande des bénéficiaires et les associe à la démarche adoptée. Parallèlement, le projet renforcera les moyens dont disposent les organismes techniques de la province et des districts pour leur permettre de mieux planifier, administrer et exécuter les programmes de développement et de lutte contre la pauvreté. Les principaux investissements seront consacrés à la formation du personnel technique et d'encadrement, l'assistance technique étant financée par le PNUCID.

D. Coûts et financement du projet

31. **Coûts.** Le coût de base du projet est estimé à 8,33 millions de USD et son coût total, y compris les provisions pour aléas d'exécution et financiers ainsi que les droits et taxes, à 9,05 millions de USD, dont 48% en devises. Les dépenses d'investissement représentent 88,4% du coût de base et les dépenses de fonctionnement supplémentaires 11,6%. Les provisions pour aléas d'exécution et financiers majorent le coût de base d'environ 9%. On a supposé un taux de change constant, exprimé en parité de pouvoir d'achat, pour refléter l'écart entre les prévisions d'inflation dans le pays et à l'étranger. Les droits et taxes représentent environ 380 000 USD, soit 4% du coût total. Le tableau 1 résume les coûts du projet par composantes.

TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
1. Développement agricole	1 794	955	2 750	35	33
2. Diversification des revenus	808	463	1 271	36	15
3. Développement des infrastructures rurales	1 351	1 916	3 267	59	39
4. Renforcement institutionnel	406	643	1 050	61	13
Total des coûts de base	4 360	3 977	8 338	48	100
Provisions pour aléas d'exécution	112	116	228	51	3
Provisions pour aléas financiers	276	213	488	44	6
Coût total du projet	4 748	4 306	9 054	48	109

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

32. **Financement.** Le prêt du FIDA, d'un montant de 6,93 millions de USD, couvrira 76,6% du coût total du projet. Le PNUCID apportera au total 910 000 USD sous forme de don pour financer l'assistance technique, soit 10% du coût total. Outre ce cofinancement direct, le PNUCID fournira une contribution de 2,8 millions de USD pour les activités qui seront mises en oeuvre parallèlement dans le district de Nonghet. Le gouvernement apportera 740 000 USD à titre de contrepartie pour financer: les droits et taxes; une partie du relevé topographique; la phase d'élaboration et de formation de la sous-composante irrigation; les salaires du personnel; l'entretien des équipements publics; et une proportion croissante des dépenses de fonctionnement supplémentaires. Les bénéficiaires du projet fourniront l'équivalent de 470 000 USD sous forme de main-d'oeuvre et de matériaux locaux pour la construction et l'entretien des ouvrages d'irrigation et d'approvisionnement en eau de boisson. Un plan de financement indicatif est présenté au tableau 2.

TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composante	FIDA		PNUCID		Bénéficiaires		Gouvernement		Total		Devises	Monnaie locale (hors. taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
1. Développement agricole	2 527	83,0	-	-	279	9,2	237	7,8	3 043	33,6	1 055	1 855	133
2. Diversification des revenus	915	71,4	338	26,4	-	-	29	2,3	1 282	14,2	470	794	18
3. Développement des infrastructures rurales	2 897	79,9	298	8,2	191	5,3	238	6,6	3 623	40,0	2 112	1 339	172
4. Renforcement institutionnel	594	53,8	279	25,2	-	-	232	2,0	1 106	12,2	670	377	59
Décaissement total	6 933	76,6	915	10,1	470	5,2	736	8,1	9 054	10,0	4 306	4 366	382

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.





E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

33. **Passation des marchés.** Les achats de biens et de services financés par le FIDA se feront conformément aux règles établies par le Fonds en la matière. Les marchés d'un montant égal ou supérieur à 10 000 USD feront l'objet d'appels d'offres locaux ouverts aux fournisseurs internationaux. Les marchandises coûtant moins de 10 000 USD seront achetées directement sur le marché local. Les marchés d'un montant égal ou supérieur à 60 000 USD seront soumis à l'examen préalable du FIDA ou de son institution coopérante et attribués par voie d'appel d'offres local. Étant donné la nature et la quantité des biens à acheter, il n'est pas envisagé de procéder par appel d'offres international. Dans la mesure du possible, les marchés seront groupés en lots pour obtenir de meilleures conditions de prix. Tous les ouvrages de génie civil financés par le FIDA feront l'objet d'appels d'offres locaux auxquels pourront éventuellement répondre, s'il y a lieu, des entrepreneurs internationaux.

34. **Décaissements.** Les décaissements s'étaleront sur six ans, la date de clôture du prêt ayant été fixée au 31 décembre 2005. Un compte spécial doté d'un montant initial de 500 000 USD sera ouvert dans une banque agréée par le FIDA. Toutes les dépenses relatives aux travaux de génie civil, ainsi que les achats de véhicules et d'équipements devront être assorties de pièces justificatives détaillées. La formation et les études, les matériaux, les dépenses de fonctionnement et les crédits supplémentaires seront financés sur présentation des états de dépenses correspondants. Le décaissement du prêt du FIDA se fera conformément au plan de financement présenté à l'appendice V, page 7.

35. **Financement rétroactif.** Avant la date de l'accord de prêt mais après le 31 octobre 1998, le gouvernement pourra effectuer des paiements au titre du financement rétroactif assuré par le FIDA jusqu'à concurrence de: i) l'équivalent de 140 000 USD pour les travaux de relevé et la conception des routes de desserte ainsi que le rechargement des routes du district de Nonghet; ii) l'équivalent de 27 000 USD pour la formation du personnel.

36. **Comptabilité et vérification des comptes.** Le système de comptabilité et de contrôle interne du projet sera mis en place dès l'entrée en vigueur du prêt et avant réception du montant initial à verser sur le compte spécial. L'unité provinciale de gestion du projet (UPGP) tiendra des comptes distincts pour le projet, conformément aux bonnes pratiques comptables, qui refléteront l'état d'avancement des activités ainsi que l'origine et l'emploi des fonds. Un auditeur indépendant agréé par le FIDA vérifiera annuellement les comptes du projet conformément aux normes internationales de vérification des comptes. Les comptes vérifiés et le rapport de l'auditeur, y compris ses observations sur les états de dépenses et le fonctionnement du compte spécial, seront soumis au FIDA six mois au plus tard après la fin de chaque exercice financier, et ce jusqu'à l'achèvement du projet.

F. Organisation et gestion

37. L'exécution du projet sera du ressort du gouvernement de la province de Zieng Khouang. L'UPGP est déjà en place au sein du bureau du gouverneur provincial adjoint, sous la tutelle d'un comité directeur provincial et national relevant lui-même du bureau du gouverneur de la province et du premier ministre. L'UPGP assurera la gestion et la coordination du projet avec l'aide d'une unité de projet dans chaque district rattachée aux services du chef de district adjoint et responsable devant un comité directeur de district (CDD). Deux représentants des bénéficiaires (dont au moins une femme) seront élus dans chaque groupe de villages pour siéger dans les CDD. L'exécution des activités du projet sera confiée aux bénéficiaires, aux communautés locales ainsi qu'aux organismes techniques de la province et des districts. Ces derniers élargiront leur rayon d'action en direction des villages grâce au développement du réseau d'agents villageois. Les services ruraux d'épargne et de

crédit seront assurés par la BPA dans le cadre d'un accord de prêt subsidiaire avec le Ministère des finances.

38. **Participation des bénéficiaires.** Les principaux partenaires et clients du projet sont les bénéficiaires. C'est pourquoi il est prévu, grâce à des mécanismes de développement et de planification à caractère participatif, d'encourager toutes les communautés ethniques, en particulier les populations de moyenne et haute montagne, et parmi elles les femmes, à s'associer aux activités du projet. Ainsi, les bénéficiaires des villages cibles auront la possibilité de formuler leurs besoins et leurs aspirations dans le cadre d'un processus de planification participative. Ils sélectionneront les activités agropastorales sur lesquelles porteront les actions de vulgarisation des organismes techniques et décideront ensuite celles qu'ils veulent adopter à des fins de démonstration ou de production au niveau des exploitations. Ils participeront en outre à la construction des ouvrages d'irrigation et d'approvisionnement en eau de boisson, en fournissant de la main-d'oeuvre et des matériaux locaux, et se chargeront ensuite de l'entretien. Une partie des bénéficiaires sera recrutée pour la construction et l'entretien des routes de desserte rurales, travaux à forte intensité de main-d'oeuvre, dans le cadre de contrats publics qui leur permettront de gagner un revenu monétaire susceptible d'être ensuite investi dans des activités productives qui renforceront d'autant leur participation au projet. Afin de leur donner une plus grande autonomie, on encouragera les bénéficiaires à s'organiser au sein même des communautés pour former des groupes spécialisés dans les diverses activités sociales et productives: groupes d'épargne et de crédit, associations d'irrigants et comités d'utilisateurs de l'eau de boisson, par exemple. De plus, une formation leur sera dispensée pour renforcer le réseau des agents villageois qui assureront des services de vulgarisation complémentaires, dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage, au reste de la communauté. Enfin, des représentants des bénéficiaires, parmi lesquels des femmes, seront élus pour siéger dans les CDD où ils participeront au processus de décision et donneront leur avis sur les services et les aides que le projet devrait leur apporter.

39. **Suivi et évaluation.** L'UPGP sera chargée du suivi et de l'évaluation du projet. Elle établira régulièrement des rapports à cet effet selon les procédures administratives en vigueur. Avec l'aide du PNUCID, l'unité de suivi et évaluation effectuera une enquête initiale qui servira ensuite de référence pour le suivi des bénéficiaires et l'évaluation des résultats. Cette enquête recensera notamment les sources de revenus des hommes et des femmes ainsi que leur utilisation, et évaluera le niveau de sécurité alimentaire des ménages. Les détails du système de suivi et évaluation seront mis au point avec l'assistance fournie dans le cadre du Mécanisme d'intervention spécial du FIDA.

G. Justification économique

40. Le projet aura des bénéficiaires directs et indirects. Pour les ménages des villages visés, les avantages prendront diverses formes. Les membres du groupe cible bénéficieront directement du développement agricole et de la distribution de crédit, ainsi que de l'amélioration des routes rurales et de l'approvisionnement en eau de boisson. Concrètement, cela signifiera une plus grande sécurité alimentaire pour les familles, un meilleur état de santé et de nutrition, une augmentation des revenus, un plus large accès aux services et une productivité accrue, ainsi qu'une économie de temps pour les femmes chargées de la collecte d'eau de boisson. Le renforcement des moyens institutionnels dont disposent les communautés locales et les services publics aura en outre des retombées positives à long terme pour le développement socio-économique de la province.

41. **Bénéficiaires et avantages.** On estime que 1 700 ménages bénéficieront de la création et de la remise en état de réseaux d'irrigation; 12 000 et 11 500 respectivement des activités de vulgarisation agricole destinées aux basses terres et aux zones montagneuses; 18 000 du développement de l'élevage; 4 800 de la diversification des revenus; 6 250 répartis dans 270 villages de l'amélioration de l'approvisionnement en eau; et 15 000 de l'amélioration des routes rurales. Au bout de 10 ans, on

estime que le surcroît de production végétale atteindra les niveaux suivants: 2 903 t de paddy; 265 t de maïs, 700 t de gingembre, 4 758 t de pommes de terres; 100 t de piment, 100 t d'asperges, 1 659 t de légumes, 1 452 t d'ail et 450 t de produits de l'arboriculture. En ce qui concerne l'élevage, le surcroît annuel de production est chiffré à 509 bovins, 218 buffles, 733 porcs et 3 572 poulets.

42. **Place réservée aux femmes.** Le projet aura plusieurs conséquences positives pour les femmes: i) en réduisant le temps nécessaire à la collecte de l'eau; ii) en facilitant l'accès aux marchés; iii) en tenant compte de leurs besoins spécifiques pour qu'elles participent aux activités de formation et de perfectionnement dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage; iv) en multipliant les possibilités de diversification des cultures pour les libérer du travail intensif qu'exige la récolte du pavot à opium et leur donner ainsi davantage de temps à consacrer à leurs familles ou à d'autres activités productives; v) en confiant à l'Union des femmes lao le soin de promouvoir des activités d'épargne, de crédit et de diversification des revenus particulièrement intéressantes pour les femmes; vi) et surtout en leur faisant mieux percevoir leur potentiel, en leur donnant confiance et en renforçant leurs moyens d'action afin de les placer au coeur même du processus de développement.

43. **Nutrition et sécurité alimentaire des ménages.** Le projet améliorera la nutrition et la sécurité alimentaire des ménages par divers moyens: i) augmentation de l'offre globale de féculents et de végétaux protéiques destinés à l'alimentation humaine; ii) développement de la culture de légumes comme source de revenu supplémentaire pour l'achat d'aliments; iii) réduction des maladies transmises par l'eau; iv) création de mécanismes d'épargne et de crédit susceptibles d'être utilisés comme un moyen supplémentaire d'accroître la sécurité alimentaire.

44. **L'analyse financière** des activités de diversification destinées aux bénéficiaires des zones de basse, moyenne et haute altitude porte sur cinq modèles d'élevage et de pêche, un modèle d'artisanat (tissage) et quatre modèles de culture. Elle vise à évaluer les flux monétaires attendus ainsi que la rentabilité du capital investi et le rendement par journée de travail. Les résultats montrent que les activités proposées en matière d'élevage et de diversification des revenus offrent des rendements attrayants par rapport aux investissements réalisés et que la rentabilité de la main-d'oeuvre familiale supplémentaire est nettement supérieure aux coûts d'opportunité d'autres activités rurales dans la zone du projet. En d'autres termes, les bénéficiaires des trois groupes ethniques considérés auront beaucoup à gagner du projet. Toutes les activités proposées affichent un taux de rentabilité financière (TRF) de l'ordre de 21 à 145%. L'analyse financière du développement de l'irrigation fait ressortir un TRF de 29% par rapport à l'ensemble des coûts de construction. En ce qui concerne l'amélioration des routes de desserte, le TRF se chiffre entre 3 et 6% selon les prévisions d'accroissement du trafic.

45. **Analyse économique** Toutes les composantes du projet présentent des avantages économiques qu'il n'est pas toujours possible de quantifier et d'évaluer de façon réaliste. Ces avantages correspondent à la valeur économique nette du surcroît de production végétale et animale et des retombées positives de la construction de routes. Il n'a pas été tenu compte de la production artisanale dans l'analyse. Chaque fois qu'il y a lieu, ces valeurs sont calculées en termes nets, c'est-à-dire après déduction de tous les coûts supplémentaires, main-d'oeuvre y compris. Ces coûts comprennent tous les coûts du projet à l'exception des paiements de transfert (fonds destinés au crédit, et droits et taxes) et des provisions pour aléas financiers, et ils tiennent compte également des dépenses de fonctionnement qui seront encourues après l'achèvement du projet. Les coûts en monnaie locale ont été ajustés en utilisant un facteur de conversion standard de 0,95.

46. **Taux de rentabilité économique (TRE).** Sur la base des hypothèses prudentes indiquées ci-dessus, le TRE est estimé à 13,4%. Une analyse par composante met en évidence les taux suivants: i) amélioration de l'irrigation et production végétale des basses terres, 24%; ii) production végétale

des hautes terres, 66%; iii) chaîne du froid destinée à la vaccination animale, 38%. Le calcul des valeurs critiques montre que le TRE du projet se maintient en cas d'événement défavorable imprévu et qu'il est relativement plus sensible à une réduction des avantages qu'à une augmentation des coûts.

H. Risques

47. Compte tenu de l'expérience acquise durant la première phase du projet, on peut craindre que le groupe cible ne bénéficie pas des avantages attendus. On s'est donc efforcé, au stade de la conception, de prévenir ce risque par divers moyens: en sélectionnant les villages cibles sur la base du critère de l'autonomie alimentaire et de l'appartenance ethnique; en axant le développement des réseaux d'irrigation sur les ménages dont la production de riz ne couvre pas leurs besoins et qui n'ont pas beaucoup de terres; et en mettant l'accent sur des activités qui présentent un intérêt uniquement pour les membres du groupe cible. Deuxièmement, il est possible que le personnel en place au niveau des districts et de la province mette beaucoup de temps à s'adapter à son rôle qui est de faciliter le développement. Plusieurs mesures visent à prévenir cette éventualité: mise en place d'un programme de formation et d'orientation prévoyant notamment, à l'intention des responsables du projet, une visite sur le site d'un autre projet financé par le FIDA au Viet Nam, dont l'approche participative donne actuellement de bons résultats; fourniture de 45 mois d'assistance technique en matière de développement participatif durant les quatre premières années du projet; poursuite de la méthode mise au point avec succès pour le développement de l'irrigation dans le cadre de la première phase du projet, méthode qui privilégie le regroupement des bénéficiaires. Par ailleurs, le projet prévoit l'octroi de crédit aux taux du marché, ce qui comporte un risque pour une institution habituée jusqu'ici à accorder des prêts subventionnés sur ordre du gouvernement. C'est pourquoi des mesures sont spécialement destinées à renforcer les moyens institutionnels dont dispose la BPA et sa capacité d'intervention auprès des bénéficiaires par l'intermédiaire de l'Union des femmes lao. Enfin, l'assistance d'un conseiller international spécialisé dans le crédit, recruté pour deux ans dès le début du projet, et celle d'un consultant sous contrat de courte durée pendant les deux années suivantes contribueront également à limiter les risques.

48. Il n'y a pas vraiment de risques d'ordre technique ou commercial: i) le projet ne s'écarte pas radicalement des systèmes de production existants et ne prévoit pas non plus de changements qui exigeraient de la part des paysans un apport supplémentaire de main-d'oeuvre impossible à fournir; ii) les bénéficiaires sélectionneront eux-mêmes les activités qui seront appuyées par le projet; iii) les techniques d'exploitation proposées pour les cultures d'altitude sont empruntées à d'autres projets dans le cadre desquels elles ont été mises au point avec succès; iv) le développement de l'élevage améliorera le rendement du cheptel existant par des mesures que les éleveurs réclament déjà eux-mêmes; v) la province de Xieng Khouang devrait pouvoir développer ses exportations vers les zones urbaines du Laos et du Viet Nam.

I. Impact sur l'environnement

49. Les réseaux d'irrigation construits ou remis en état dans le cadre du projet sont de petits ouvrages qui ne devraient pas modifier sensiblement l'hydrologie. Ils couvrent tous moins de 100 ha et ne supposent au préalable aucune opération à grande échelle de défrichage et d'aménagement des terres. Les cultures itinérantes connaîtront sans doute un recul sur les versants montagneux à mesure que la production de paddy s'accroîtra grâce à l'extension et à l'amélioration de l'irrigation. Globalement, le projet de développement de l'irrigation devrait avoir un effet positif sur l'environnement. Par ailleurs, l'utilisation d'engrais restera limitée et ne devrait donc pas non plus nuire à l'environnement. L'emploi de produits chimiques agricoles sera soumis aux règles de sécurité appropriées. En outre, les autorités encouragent la lutte intégrée contre les ravageurs du riz, ce qui devrait limiter le recours aux pesticides. Étant donné les conditions climatiques de la province de Xieng Khouang, la pomme de terre pourrait être sujette au mildiou, entraînant ainsi l'utilisation massive de fongicides à base de métaux lourds, mais on estime que les liens qui seront établis avec un

projet de lutte contre cette maladie devrait atténuer ce risque. La construction de routes, qui consiste en fait à améliorer les pistes existantes, n'aura guère d'effets négatifs sur le milieu environnant. Un système de drainage transversal est prévu pour réduire l'érosion en aval et aucun tracé de route ne perturbera un plan d'eau existant. Enfin, les autorités veilleront à faire appliquer les mesures et politiques nécessaires pour la protection des ressources forestières et des espèces menacées dans la zone du projet.

J. Caractéristiques novatrices du projet

50. Le projet comporte plusieurs aspects novateurs qui devraient contribuer à la pérennité des interventions et des institutions qui le mettront en oeuvre au Laos: i) il a été mis au point avec la participation des bénéficiaires potentiels et des institutions locales; ii) toutes les activités seront choisies et mises en oeuvre par les bénéficiaires et les communautés locales avec l'aide financière et technique des organismes compétents; iii) il sera demandé pour la première fois à la BPA d'appliquer les taux d'intérêt du marché à tous les prêts, et les fonds prêtés par le FIDA resteront dans la province pendant 15 ans; iv) pour résoudre les problèmes de personnel, les agents des organismes techniques travailleront dans un groupe de villages pendant deux ans avant de passer à un autre, tout en continuant d'assurer un suivi auprès du premier groupe; v) la participation active de l'Union des femmes lao permettra d'améliorer l'accès des femmes aux ressources productives et à la technologie; vi) la récupération d'une partie des fonds investis dans l'irrigation fournira au gouvernement de la province des ressources supplémentaires pour continuer à développer les réseaux; vii) le rattachement de l'UPGP au bureau du gouverneur adjoint confèrera à l'administration provinciale une plus grande maîtrise du projet tout en améliorant l'exécution de ce dernier; viii) le FIDA et le PNUCID mettront en place un partenariat stratégique; ix) le gouvernement provincial veillera à ce que les techniques de culture en altitude mises au point par le GTZ, la DANIDA, le PNUCID et d'autres organismes puissent être reproduites ailleurs dans la province.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

51. Un accord de prêt entre la République démocratique populaire lao et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

52. La République démocratique populaire lao est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

53. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.



QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

54. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République démocratique populaire lao un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à quatre millions neuf cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (4 950 000 DTS) venant à échéance le 15 novembre 2038 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Fawzi H. Al-Sultan

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 3 novembre 1998)

1. Le Gouvernement de la République démocratique populaire lao met à la disposition de la Banque de promotion de l'agriculture (BPA) les fonds du prêt du FIDA, suivant les modalités et conditions de l'accord de prêt afin de financer les activités additionnelles de crédit du projet. Pour appuyer ces activités, le Gouvernement conclut avec la BPA un accord de prêt subsidiaire ayant l'agrément du FIDA et supporte le risque de change conformément à l'accord.
2. Au cours de l'exécution du projet, le Gouvernement et le FIDA revoient périodiquement les taux d'intérêt applicables aux prêts consentis sur les fonds du prêt. Le Gouvernement prend telles mesures conformes à ses politiques qui pourraient se révéler nécessaires pour harmoniser ses taux d'intérêt avec la politique du FIDA en matière de taux de rétrocession.
3. Le Gouvernement veille à ce que la BPA réduise à un minimum ses coûts d'exécution des activités additionnelles de crédit, en tant qu'ils affectent sa marge d'écart d'intérêts.
4. Le Gouvernement fait en sorte que pour les besoins du projet la BPA ouvre et tienne à sa filiale de Xieng Khouang un fonds renouvelable auquel seront déposés le principal et les intérêts, nets des frais de gestion et autres dépenses, reçus au titre des prêts consentis aux paysans sur les fonds du prêt affectés aux activités additionnelles de crédit. La filiale de Xieng Khouang utilise les montants disponibles au fonds renouvelable pour développer les services de crédit aux bénéficiaires, conformément à l'accord de prêt, pour une période de 15 ans à partir de la date de prise d'effet de l'accord de prêt subsidiaire, mais en aucun cas après la date à laquelle le principal, les intérêts et autres charges auront été intégralement acquittés.
5. Pour financer toutes les activités prévues au titre du projet, à l'exception des activités additionnelles de crédit, le Gouvernement demande à l'UGP d'ouvrir, puis de tenir dans une banque de Phonsavanh agréée par le FIDA un compte du projet libellé en LAK; le Gouvernement y dépose le montant initial estimé dans le programme de travail et budget annuel pour le premier trimestre d'exécution du projet, ainsi que les fonds du compte spécial devant couvrir les besoins opérationnels du projet. Le Gouvernement réapprovisionne ensuite le compte du projet, un trimestre à l'avance ou selon la périodicité voulue, en y déposant les fonds de contrepartie locaux nécessaires selon l'estimation du programme de travail et budget annuel et les fonds du compte spécial. L'UGP est pleinement autorisée à gérer le compte du projet et le directeur national du projet est l'une des deux personnes qui ont la signature du compte.
6. Pour les besoins des activités additionnelles de crédit du projet, le Gouvernement fait en sorte que la BPA ouvre, puis tienne au siège à Phonsavanh un compte distinct (le compte BPA) libellé en LAK, auquel le Gouvernement déposera les fonds du prêt subsidiaire, tels qu'ils sont estimés dans le programme de travail et budget annuel, un trimestre à l'avance ou selon la périodicité nécessaire, conformément à l'accord de prêt subsidiaire.
7. Le Gouvernement fait en sorte que la BPA demande à la filiale de Xieng Khouang de développer ses programmes d'épargne et de crédit et de maintenir sa discipline bancaire conformément aux dispositions du projet. Le Gouvernement fait en sorte que la BPA applique et coordonne une politique nationale cohérente visant à établir des services financiers ruraux



ANNEXE

financièrement viables, ainsi qu'à fixer les conditions de rétrocession de ressources de diverses provenances pour permettre des opérations de prêts agricoles et ruraux dans la zone du projet.

8. Le Gouvernement fait en sorte que l'accord de prêt subsidiaire contienne une clause à l'effet que le siège de la BPA débloque les fonds du prêt subsidiaire destinés à la filiale de Xieng Khouang un trimestre à l'avance ou selon la périodicité nécessaire sous réserve que le programme de travail et budget annuel récapitulatif soit approuvé, afin que la filiale puisse assurer des services d'épargne et de crédit aux emprunteurs secondaires remplissant les conditions voulues et désireux d'entreprendre des activités licites et financièrement viables dans la zone du projet. L'accord de prêt subsidiaire spécifie en outre que la filiale de Xieng Khouang rembourse le prêt par l'intermédiaire du siège de la BPA conformément au calendrier établi par le Gouvernement.

9. Le Gouvernement fait en sorte que l'accord de prêt subsidiaire soit exécuté pour le 31 décembre 1998.

10. La filiale de Xieng Khouang rétrocède le montant du prêt ainsi que ses propres ressources de prêt aux bénéficiaires ciblés aux taux commerciaux en vigueur.

11. Le Gouvernement fait en sorte que la BPA veille à ce que, sur les marges d'intérêt entre le taux imputé par le Gouvernement et le taux fixé par la filiale de Xieng Khouang pour les emprunteurs secondaires, soient notamment prévus: a) 2% pour les créances irrécouvrables et douteuses; b) 1% pour la formation du personnel; c) allocations nécessaires pour améliorer les services de comptabilité, de rapports, de vérification des comptes et de S&E de la filiale; d) coûts d'exploitation; e) autres frais raisonnables. Le solde permet à la filiale de compenser l'inflation et d'augmenter le nombre de personnes admises à recevoir un crédit dans la zone du projet.

12. Le Gouvernement fait en sorte que le siège de la BPA tienne un compte distinct des recouvrements d'intérêts et de principal effectués par la filiale de Xieng Khouang pour amortissement de l'emprunt auprès du Gouvernement. Le Gouvernement et le FIDA revoient périodiquement la marge d'intérêts ainsi que l'utilisation faite des fonds du prêt disponibles dans le fonds renouvelable, à la lumière de l'évolution des taux d'intérêt commerciaux en vigueur, du rythme d'adoption du crédit, des coûts opérationnels et de l'adéquation de la marge de la filiale, de l'amélioration des communications dans la zone du projet et d'autres facteurs pertinents.

13. Le Gouvernement fait en sorte que la BPA libère le personnel et les ressources nécessaires pour exécuter les activités de crédit du projet; assure au personnel une formation adéquate financée par le produit des intérêts; recrute et forme un effectif suffisant pour assurer la bonne exécution du programme d'épargne et de crédit rural.

14. Le Gouvernement fait en sorte que la BPA veille à ce que les changements intervenant dans le contrôle et la structure de la BPA ne modifient pas les clauses et conditions de l'accord de prêt subsidiaire.

15. Le Gouvernement fait en sorte que les fonds destinés à couvrir les dépenses de formation et de fonctionnement soient directement envoyés aux services compétents au niveau de la province et des districts pour financer les activités du projet conformément au programme de travail et budget approuvé; les services compétents utilisent des procédures appropriées pour faire en sorte que les fonds



servent à financer les programmes de travail déjà arrêtés et que l'utilisation de tous les fonds soit justifiée. En outre, le Gouvernement fait en sorte que l'UGP et tous les organes et services compétents associés à l'exécution du projet appliquent des procédures de comptabilité et de compte rendu acceptables par le FIDA.

16. Le Gouvernement inclut le programme de travail et budget annuel de la première année dans son budget national pour l'exercice financier 1998/99 et débloque les allocations budgétaires nécessaires pour financer les activités du projet en 1998/99. Il prend en outre les mesures voulues pour que sa contribution de contrepartie supplémentaire soit versée à la province de Xieng Khouang, aussi promptement que nécessaire, sur une base annuelle, et conformément au programme de travail et budget annuel, afin d'assurer le financement et l'exécution du projet tout au long de la période d'exécution.

17. Le Gouvernement libère aussi rapidement que possible les ressources humaines et financières voulues pour assurer en permanence l'entretien des routes d'accès rural, des ponts et autres ouvrages publics financés par le projet; il libère aussi des ressources humaines et financières suffisantes pour faire face aux dépenses récurrentes du projet pendant et après la période d'investissement. Les bénéficiaires assurent le bon fonctionnement et l'entretien des installations d'irrigation et des systèmes d'approvisionnement en eau potable financés dans le cadre du projet.

18. Le Gouvernement effectue dans la zone du projet une enquête de référence avec analyse de la situation des femmes et de la sécurité alimentaire des ménages et établit dans les six mois suivant la date du présent accord un système de suivi et d'évaluation du projet à tous les niveaux depuis le village jusqu'à la province.

19. Le Gouvernement fait en sorte que l'exécution du projet tienne compte des objectifs, de l'approche et de la stratégie établis, et soit coordonnée avec toute l'attention voulue par le comité directeur national (CDN), le comité directeur provincial (CDP), les comités directeurs de district (CDD) et les services administratifs aux niveaux appropriés. Le Gouvernement fait en sorte que les critères de sélection, d'éligibilité et de ciblage proposés pour la mise en oeuvre des activités soient rigoureusement appliqués pendant l'exécution du projet et que la priorité aille aux femmes et aux communautés les plus démunies.

20. Le Gouvernement veille à ce qu'aucun apport du projet ne serve directement ou indirectement à faciliter la culture du pavot ou la production d'opium, ou à financer la réinstallation des villageois.

21. Le Gouvernement fait en sorte que des mesures et des politiques efficaces soient appliquées pour préserver les ressources forestières et les espèces menacées dans la zone du projet.

22. Le Gouvernement fait en sorte que les travaux de construction de routes et d'irrigation financés par le projet se déroulent dans des conditions écologiquement satisfaisantes et que le nécessaire soit fait pour assurer une conception technique respectueuse de l'environnement et le suivi voulu pendant la construction.

23. Le Gouvernement fait en sorte que la planification et la construction ou la remise en état des périmètres d'irrigation et la construction de routes financées par le projet soient coordonnées avec les travaux du programme de déminage du Gouvernement.

24. Le Gouvernement fait en sorte que le personnel d'encadrement du projet, notamment le directeur au niveau national et les directeurs au niveau du district, ne soient pas mutés dans les trois années suivant leur affectation, à moins que leur travail ne laisse à désirer. Il fait également en sorte que les directeurs au niveau de la province et des districts ne soient pas mutés plus d'une fois pendant



ANNEXE

l'exécution du projet. En cas de mutation, le personnel nouvellement affecté doit posséder des qualifications et une expérience satisfaisant le FIDA.

25. Le Gouvernement fait en sorte que tous les services d'exécution du projet, ainsi que les unités de gestion au niveau de la province et des districts établissent et tiennent ponctuellement des comptes financiers et des registres de comptabilité distincts conformes aux principes comptables généralement acceptés, reflétant l'état d'avancement et les opérations du projet - notamment du compte spécial, du compte du projet, du compte de la BPA, du fonds de roulement de la BPA, de la contribution gouvernementale et de tout autre compte en rapport avec le projet - et indiquent clairement les ressources, les opérations et les dépenses.

26. Le Gouvernement fait en sorte que l'UGP soumette au FIDA des rapports semestriels en anglais, sous une forme acceptable par le Fonds, au plus tard le 15 mai et le 15 novembre de chaque année, pendant toute la période du projet à compter du 15 mai 1999.

27. Le Gouvernement fait en sorte que l'UGP soumette un rapport d'achèvement du projet sous une forme acceptable par le FIDA au plus tard six mois après la date de clôture du prêt.

28. Le Gouvernement fait en sorte que les centres d'essai et de vulgarisation technologiques établis dans les districts de Khoum et de Nonghet soient bien gérés et administrés efficacement par le département provincial d'agriculture et de foresterie et que le financement des dépenses courantes de ces centres continue d'être assuré une fois le projet terminé.

29. Le Gouvernement fait en sorte que le fonds finançant les crédits à l'irrigation, déjà remboursés par les bénéficiaires au cours de la première phase des opérations et remboursables au cours du présent projet, soit bien géré et utilisé efficacement par le département provincial de l'agriculture et de la foresterie et l'UGP afin que les périmètres d'irrigation puissent être étendus dans la zone du projet et bénéficier, dans toute la mesure possible, aux communautés locales. Le Gouvernement fait en sorte que l'UGP soumette au FIDA pour examen et commentaires, au plus tard le 31 décembre 1998, les directives et procédures applicables à l'utilisation et à la gestion du fonds de crédit à l'irrigation.

30. Le Gouvernement continue d'appliquer une politique cohérente de recouvrement des coûts à tous les investissements dans l'irrigation dans la zone du projet, que ces investissements soient financés par des sources intérieures ou extérieures.

31. Le Gouvernement fait en sorte que des dispositions efficaces soient prises pour assurer la coordination avec d'autres organismes internationaux travaillant dans la zone du projet afin que: a) des politiques uniformes soient adaptées pour le même secteur ou la même activité, par exemple, crédit, irrigation, incitations proposées au personnel; b) les activités de développement financées par différents organismes extérieurs dans le même district soient bien échelonnées de manière à ne pas peser exagérément sur les ressources humaines et financières disponibles; c) les résultats et la technologie de mise en place de systèmes de culture de plateau, de gestion de bassin versant et plus généralement d'agriculture, issus de projets exécutés dans la zone du projet avec une aide extérieure, soient communiqués au gouvernement de la province pour être appliqués dans la zone du projet; d) tous les projets financés de l'extérieur prévoient des activités de formation et le renforcement de la capacité institutionnelle des organismes de province et de district.



32. Le Gouvernement fait en sorte que le rapport de vérification des comptes du projet soit exhaustif et contienne une lettre distincte traitant de la gestion. Une copie de la réponse du Gouvernement à ladite lettre est soumise au FIDA au plus tard un mois après que le Gouvernement aura reçu le rapport de vérification des comptes.

33. Aucun retrait n'est effectué sur le prêt pour les activités de crédit supplémentaire du projet tant que le Gouvernement n'a pas conclu un accord de prêt subsidiaire avec la BPA, lequel accord doit être compatible avec les clauses de l'accord de prêt et acceptable par le FIDA.

COUNTRY DATA

LAOS

Land area (km² thousand) 1995 1/	231	GNP per capita (USD) 1996 2/	400
Total population (million) 1996 1/	5	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-96 2/	3.9
Population density (people per km²) 1996 1/	20	Average annual rate of inflation, 1990-96 2/	11.1
Local currency	Kip (LAK)	Exchange rate (August 1998): USD 1 =	LAK 3 700
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-96 1/	2.4	GDP (USD million) 1996 1/	1 857
Crude birth rate (per thousand people) 1996 1/	40	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1980-90	3.7
Crude death rate (per thousand people) 1996 1/	14	1990-96	6.7
Infant mortality rate (per thousand live births) 1996 1/	101	Sectoral distribution of GDP, 1996 1/	
Life expectancy at birth (years) 1996 1/	53	% agriculture	51.9
Number of rural poor (million) 1/	2	% industry	20.5
Poor as % of total rural population 1/	53.0	% manufacturing	15.4
Total labour force (million) 1996 1/	2	% services	27.6
Female labour force as % of total, 1996 1/	47.0	Consumption, 1996 1/	
Education		General government consumption (as % of GDP)	n.a.
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1995 1/	107.0	Private consumption (as % of GDP)	n.a.
Adult literacy rate (% of total population) 1994 3/	55.8	Gross domestic savings (as % of GDP)	12.0
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1992 3/	2 259	Merchandise exports, 1996 1/	334
Index of daily calorie supply per capita (industrial countries=100) 1992 3/	73	Merchandise imports, 1996 1/	642
Prevalence of child malnutrition (% of children under 5) 1990-96 1/	40.0	Balance of merchandise trade	- 308
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-95 1/	2.6	before official transfers, 1996 1/	- 227
Physicians (per thousand people) 1994 1/	0.2	after official transfers, 1996 1/	- 121
Access to safe water (% of population) 1990-96 3/	52	Foreign direct investment, 1996 1/	104
Access to health service (% of population) 1990-95 3/	67	Government Finance	
Access to sanitation (% of population) 1990-96 3/	28	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1995 1/	n.a.
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 1995 1/	n.a.
Food imports as percentage of total merchandise imports 1996 1/	n.a.	Total external debt (USD million) 1996 1/	2 263
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1994-96 1/	46	Total external debt (as % of GNP) 1996 1/	45
Food production index (1989-91=100) 1994-96 1/	115	Total debt service (% of exports of goods and services) 1996 1/	6.3
Land Use		Nominal lending rate of banks, 1996 1/	27.0
Agricultural land as % of total land area, 1994 4/	7.4	Nominal deposit rate of banks, 1996 1/	16.0
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	n.a.		
Forest area as % of total land area, 1995 1/	n.a.		
Irrigated land as % of cropland, 1994-96 1/	18.4		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 1998

2/ World Bank, *Atlas*, 1998

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1997

4/ World Bank, *The World Development Indicators CD-ROM*, 1998

PREVIOUS IFAD LOANS/GRANTS IN LAOS

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Casier-Sud Pioneer Agricultural Project	IFAD	AsDB	HC	18 Sep 79	15 Feb 80	31 Dec 86	L - I - 022-LA	SDR	0.13	100
Agricultural Production Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	12 Sep 83	08 Jun 84	31 Mar 91	L - I - 130 - LA	SDR	6.60	100
Rural Credit Project	IFAD	World Bank IDA	HC	17 Dec 81	01 Oct 82	31 Dec 88	L - I - 207 - LA	SDR	3.37	100
Xieng Khouang Agricultural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	19 Apr 90	08 Mar 91	31 Dec 98	L - I - 256 - LA	SDR	2.60	93
Bokeo Food Security Project	IFAD	UNOPS	HC	19 Apr 94	07 Aug 95	30 Sep 02	L - I - 351 - LA	SDR	2.95	36
Northern Sayabouri Rural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	04 Dec 97	30 Mar 98	31 Dec 04	G - I - 49 - LA	USD	50 000	72
Northern Sayabouri Rural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	04 Dec 97	30 Mar 98	31 Dec 04	L - I - 459 - LA	SDR	5.30	7.1

Note: HC = highly concessional.



LOGICAL FRAMEWORK

Project Description	Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
Overall Project Objectives: <ol style="list-style-type: none"> Poverty of both men and women reduced. Household food and income security and nutrition improved. Alternatives to opium production increased. 	Per capita incomes. Increased crop and livestock production and household food consumption. Reduced opium production. Beneficiary participation in project activities and decision-making.	National statistics (GDP, poverty incidence imports and exports, agricultural production, incomes, opium production etc.). Line agency and donor agency reports. Statistical reports produced by Laos and donor agencies.	Project reporting, M&E systems function.
Immediate Objective: Target the poor from all ethnic groups and implement development activities in response to the requirements of the target group.	Participatory development approach is part of the work culture of the line agencies and participatory rural appraisals (PRAs) are done prior to the preparation of the annual plans.	Annual beneficiary evaluation workshops. Project completion report (PRC). AWPBs and PRA records.	AWPBs prepared. Annual beneficiary evaluation workshops are held.
Outputs: <ol style="list-style-type: none"> Participatory approaches used to prepare the plans for project activities in clusters of poor villages that target project assistance to the poor. 	PRAs are done in 372 targeted villages for project assistance over the project period of six years and AWPBs based on the priorities identified.	PRA records and AWPBs.	Villagers identify realistic priorities for inclusion in AWPBs. TA effective.
<ol style="list-style-type: none"> Irrigation command area increased, scheme maintenance costs reduced at farm level and paddy yields increased. 	1 670 ha irrigated in the wet season of which 775 ha incremental. An extra 825 ha irrigated in the dry season. Paddy yields on new and improved schemes 2.9 t/ha in the wet season and 2.5t/ha in the dry season.	Field surveys. Provincial irrigation section (PIS) reports. Monitoring reports, mid-term review (MTR) and PCR reports.	There is demand for irrigation development with suitable sites available in the targeted villages.
<ol style="list-style-type: none"> Increased production of dry season crops in existing and new irrigation commands and of alternative wet season crops in villages without irrigation. 	Demonstration plot crop yields. Farmers adopt new crops in the uplands and increase the cropping intensity in the irrigated areas.	Monitoring surveys, village statistics, provincial statistics for marketed crops, MTR and PCR reports.	Farmers find the crop options attractive. Markets develop for vegetable and non staple crops. Project support to technology testing and extension centres (TTECs) is effective and perennial crop planting material supply can be organized.
<ol style="list-style-type: none"> Higher livestock productivity through improved management of cattle, pigs, chicken and fish and improved animal health services. 	Vaccination targets by PY6: cattle and buffalo 65%; pigs 60%, poultry 50%. Increase in marketed livestock production.	Provincial Agriculture and Forestry Service Office (PAFSO) statistics, village statistics, provincial statistics for livestock production, MTR and PCR.	Farmers have sufficient incentives to invest more on livestock management than at present. Fingerlings available through project assistance to the Provincial fish farm.
<ol style="list-style-type: none"> Improved and expanded rural financial services, with loans provided at prevailing market rates of interest. 	Incremental credit lending reaches USD 73.8 million in PY6 % with an increase in the volume of savings. Beneficiaries earning higher incomes.	APB reports including annual audit reports, MTR and PCR reports. Monitoring surveys.	Beneficiaries are prepared to take up credit at prevailing commercial rates.
<ol style="list-style-type: none"> Improved health, nutrition and productivity of the local population through drinking water supplies. 	Incidence of water-borne diseases.	Analysis of village health centre records	Villagers identify technically and financially feasible water supply schemes during the PRAs.
<ol style="list-style-type: none"> Improved road access for remote rural communities giving access to services, markets and a reduction in opium cultivation. 	No. of vehicles per day using project roads and produce exported from the villages. School and health centre attendance. Opium production.	Monitoring surveys. School and health centres attendance records. Lao National Commission for Drug Control and Supervision (LCDC)/UNDCP opium production reports.	Roads selected target remote and isolated areas.
Activities: <ol style="list-style-type: none"> Participatory development <ul style="list-style-type: none"> select clusters on basis of household food security. carry out village participatory appraisals in 372 targeted villages to select development activities for inclusion in annual work plan and budgets (AWPBs). assist communities to organize user groups prior to construction of irrigation and rural infrastructure. provide credit to respond to viable activities. 	Poor villages targeted villages and included in district and project AWPBs. Presence of WUGs, village water supply organization sand local road maintenance groups. Villager satisfaction with project activities (e.g., crop demonstrations, livestock and credit activities).	Integrated rural accessibility project of UNDP (IRAP) village data bases and district and project AWPBs. Numbers of village user organizations physically in place and operating. Annual beneficiary evaluations. MTR and PCR reports.	The approach of working with targeted village clusters and using PRA to identify project activities is followed during project implementation.





APPENDIX III

Project Description	Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<p>2. Irrigation construction and improvement</p> <ul style="list-style-type: none"> • assess feasibility of sites proposed during PRAs. • select sites for construction as per the selection and targeting criteria. • survey and design suitable sites. • negotiate agreements for beneficiary contribution and O&M. • construct and hand over schemes to WUGs. 	<p>20 small irrigation schemes and 50 new micro schemes constructed, 15 schemes rehabilitated. Farmer contribution in labour and materials 15% of cost and farmer loans 45% of scheme cost. WUG formed and trained. Average cost USD 1 000/ha new schemes, USD 600/ha rehabilitated schemes, USD 300/ha microschemes (USD 1 200/ha Nonghet and Mok).</p>	<p>Village records, PIS reports, tender committee minutes, copies of contracts, construction supervision reports, physical inspection and payment records.</p>	<p>Villagers agree to form WUGs responsible for beneficiary contribution to construction, to repay up to 45% of the costs and beneficiaries be responsible for O&M.</p>
<p>3. Crop-extension services</p> <ul style="list-style-type: none"> • demonstrate alternative crops including crops new to the area. • strengthen village agricultural workers through training. • test market with farmers crops new to the area. 	<p>Rainfed and tree crop demonstrations in 372 villages and irrigated crop demonstrations in 124 villages. One model farmer per cluster (82) and four farmers trained including one village agricultural worker per village (372). Markets found for crops new to the area.</p>	<p>Village records, PAFSO reports, Ministry of Commerce Reports on markets for new crops, beneficiary evaluations, MTR and PCR reports.</p>	<p>Farmers interested in undertaking demonstrations</p>
<p>4. Improved livestock production</p> <ul style="list-style-type: none"> • improve the management of the cattle banks. • improve the cold chain to provide effective vaccination services. • introduce a forage development programme. • strengthen the network of VLWs. • promote fish production. 	<p>Repayment rates for the 39 cattle banks. Cold chain operating and revolving fund for drugs available. By PY6 hold the following numbers of field days per annum.: live fencing 28, forage crops 20, pig and poultry 30 and aquaculture 2. 210 new village livestock workers (VLWs) appointed and 312 trained. Disease surveys in one village per district from PY3.</p>	<p>Village records, cattle bank records, PAFSO reports, village disease survey reports, beneficiary evaluations, MTR and PCR reports.</p>	<p>Livestock remains an attractive marketable enterprise to farmers.</p>
<p>5. Income diversification</p> <ul style="list-style-type: none"> • mobilize beneficiaries for savings and uptake of credit for income-generating activities. • provide training and advice to beneficiaries. • open rural financial service centres • improve APB's banking operations. • provide training to APB and LWU staff. 	<p>Number of groups formed and number of beneficiaries trained. Volume of savings mobilized. Number and value of loans disbursed. On-time loan repayment rate. Open two rural financial centres. Financial performance of APB provincial services unit. Number of APB and LWU staff trained, type of training. TA provided.</p>	<p>LWU and APB reports, including audits. Monitoring, MTR and PCR reports.</p>	<p>APB's willingness to improve its banking operations and financial viability. TA effective.</p>
<p>6. Improved drinking water supplies</p> <ul style="list-style-type: none"> • survey and design suitable sites. • select sites for construction per the selection criteria and targeting. • negotiate agreements for beneficiary contribution and O&M. 	<p>56 gravity water supply schemes and spring protection works constructed. 240 dug wells completed. Communities contribute about 20% of the costs as labour and materials. User groups trained.</p>	<p>DPH reports, tender committee minutes, copies of contracts, construction supervision reports, physical inspection and payment records.</p>	<p>Communities are willing to contribute to the cost of scheme construction (labour and materials) and to enter into agreements for O&M.</p>
<p>7. Improved rural access roads</p> <ul style="list-style-type: none"> • survey and design rural access roads. • construct rural access roads using labour-based methods. • mobilize beneficiaries for road maintenance. • provide training to staff at all levels. 	<p>320 km of roads surveyed and designed. 270 km of roads constructed using labour-based methods. Construct five Bailey bridges. Road maintenance contracts drawn up with communities.</p>	<p>PCTPC reports, tender committee minutes, copies of contracts, construction supervision reports, physical inspection and payment records.</p>	<p>Communities have adequate labour available to participate in labour-based construction, are willing to work as labourers and agree to undertake routine road maintenance on contract.</p>

QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROJECT FACTORS

1. Quantitative Inputs	PY1	PY2	PY3	PY4	PY5	PY6	PY7	Total
Agricultural development component								
New irrigation schemes (no)	0	4	4	4	4	4	0	20
Rehabilitated irrigation schemes (no)		3	3	3	3	3	0	15
Microirrigation schemes (no)		5	10	15	10	10	0	50
Access roads to new irrigation schemes (no)		16	16	16	16	16	0	80
Farmer training in water use and O&M (course)	10	17	29	29	24	14	7	130
Staff training in irrigation (persons)	0	2	6	6	4	4	2	24
Crop demonstration-rainfed (no)	94	172	209	222	178	96	30	971
Crop demonstration-dry season irrigated (no)	31	57	69	73	58	32	10	330
Crop demonstration-tree crop (no)	94	188	199	214	168	76	17	956
Staff training in crops (days)	1100	460	490	310	490	310	280	3440
Farmer training in crops (days)	2378	4759	6258	7874	8089	7206	6498	43062
Livestock staff training (days)	582	479	513	542	490	480	40	3126
Livestock farmers training (days)	964	3214	4214	4000	4000	4000	0	20392
Income diversification component								
APB staff training (days)	528	72	0	0	0	0	0	600
LWU staff training (days)	274	327	338	345	295	295	0	1874
Women beneficiary training (days)	94	147	158	165	115	73	0	752
TA credit adviser for APB (person/months)	9	12	3	2	2	2	0	30
Incremental credit lending (USD'000)	0	128	160	192	160	98	0	738
Rural infrastructure development component								
Gravity water supply schemes (no)	0	4	8	16	16	12	0	56
Spring protection works (no)	0	4	8	16	16	12	0	56
Dug well (no)	0	20	40	60	60	60	0	240
Staff training in water supply (course)	3	3	2	0	0	0	0	8
Rural access roads (km)	39	55	58	65	43	10	0	270
Bridges (no)	0	0	1	2	1	1	0	5
Hand tools (sets)	0	0	10	10	15	15	15	65
Staff training in roads survey, design and constrn	5	4	4	0	0	0	0	13
Farmer training in labour intensive roads construn	10	10	15	15	10	0	0	60
TA int'l roads engineer (person/months)	3	4	3	0	0	0	0	10
TA United Nations volunteer rural engineer (person/months)	9	12	12	12	3	0	0	48
Institutional strengthening component								
PPMU & DPMU training (persons/days)	330	330	0	170	0	0	0	830
Line agency training (person/days)	200	200	200	200	200	200	200	1400
Participatory development training (person/days)	510	120	0	0	0	0	0	630
Study tours on PRA (days)	165	0	165	0	165	0	0	495
TA PRA (person/months)	9	12	12	0	0	0	0	33
M & E training (days)	60	60	60	30	0	0	0	210
Baseline survey (person/months)	4	0	0	0	0	0	0	4
2. Project Cost Summary (Incl. Contingencies) and Financing (USD '000)								
	Total	IFAD	UNDCP	Beneficiaries	Government	% of Total		
Agricultural development	3,043	2,527	0	279	237	33.6		
Income diversification	1,282	915	338	0	29	14.2		
Rural infrastructure development	3,623	2,897	298	191	238	40.0		
Institutional strengthening	1,106	594	279	0	232	12.2		
Total	9,054	6,933	915	470	736	100		
3. Economic Rate of Return and Sensitivity Analysis (%)								
Basic case	13.4%	4. Economic Analysis of Project Activities					24%	
Costs increase by 20%	10.6%	Irrigation Improvement and Lowland Extension					66%	
Benefits reduced by 20%	10.0%	Upland Extension					38%	
Costs up 10% & benefits down 10%	10.3%	Veterinary Cold Chain for vaccination						
Costs up 20% & benefits down 20%	7.4%							
Net benefits lagged by one year	11.3%							
Net benefits lagged by two years	9.6%							

5. Benefits and Targets		
Total Irrigation Command Area	2459 ha	6. Beneficiaries
Improved Irrigation: Wet Season	1670 ha	Irrigation Schemes
Improved Irrigation: Dry Season	825 ha	Lowland Extension
Net Incremental Irrigation Area	1600 ha	Upland Extension
Net Incremental Wet Season	775 ha	Cold Chain Vaccination
Net Incremental Dry Season	825 ha	Credit
Incremental Paddy Production	2903 tons	Rural Feeder Roads
Incremental Maize Production	265 tons	Rural Water Supply
Incremental Ginger Production	700 tons	
Incremental Potatoes Production	4758 tons	
Incremental Chilli Production	100 tons	
Incremental Garlic Production	1452 tons	
Incremental Vegetables Production	1659 tons	
Incremental Tree Crop Production	450 tons	

7. Project Objectives:
Reduced poverty for both men and women, increased household food and income security, improved nutrition for the poor and an increase in the availability of alternatives to opium poppy cultivation in the project area.

8. Project Area:
Seven districts of Xieng Khouang Province of Laos: Pek, Kham, Nonghet, Khoune, Mok, Phoukout and Phaxay.

9. Project Target Group:
Disadvantaged population and the rural poor who are not food self-sufficient (less than 350 kg of rice per capita per year) and live below the national poverty line.

10. Project Strategy:
a. To follow a beneficiary participatory approach based on participatory planning to enhance beneficiary participation in and ownership of the project;
b. To take villages as the entry point in clusters to ensure maximum benefits and efficient use of human and financial resources available;
c. To decentralize project implementation to beneficiaries, local communities, villages, districts and line agencies to build up their institutional capacity during the development process;
d. To encourage beneficiary contribution to investment of direct benefit to them to enhance their sense of ownership;
e. To encourage women to participate in all project activities, including skills and technical training and on and off-farm activities to mainstream and empower them in the process of decision-making and development;
f. To institutionalize project implementation within the existing government system and procedures to ensure project sustainability; and
g. To cofinance with UNDCP and collaborate with other donors to ensure synergy and complementarity.

11. Project Instruments:
a. Improvement of existing and construction of new irrigation schemes to expand the irrigated area for wet and dry season crops;
b. Provision of extension services through training and demonstration and completion of the network of village voluntary workers;
c. Launching of forage management and livestock vaccination programmes to improve livestock productivity and reduce animal mortality and improvement of the operation and management of the cattle bank programmes;
d. Improvement of food and income security through crop diversification and other on and off-farm income-generating activities;
e. Provision of savings and credit services through APB to enhance its outreach capacity and financial viability and sustainability of its banking operations;
f. Provision of basic social services of drinking water supply to the disadvantaged villages to improve their health and productivity, particularly women;
g. Improvement of rural access roads to remove the isolation of remote and poor communities and to create new social and economic opportunities;
h. Provision of training and equipment to strengthen the institutional capacity of key government service providers and empower the local communities and beneficiaries in rural development.



APPENDIX V

COSTS AND FINANCING
Expenditure Accounts by Components - Base Costs
(USD '000)

	Agricultural Development	Income Diversification	Rural Infrastructure Development	Institutional Strengthening	Physical Contingencies		
					Total	%	Amount
I. Investment costs							
A. Civil works							
Irrigation	1 508	-	-	-	1 508	4.8	72
Roads	-	-	2 009	-	2 009	5.0	100
Govt. buildings	40	6	-	-	46	5.0	2
Rural water supply	-	-	707	-	707	5.0	35
Subtotal civil works	1 548	6	2 716	-	4 271	4.9	210
B. Equipment	139	48	52	117	356	5.0	18
C. Materials	232	-	-	-	232	-	-
D. Vehicles	132	64	66	170	432	-	-
E. Credit	-	738	-	-	738	-	-
F. Training							
Study tours	18	-	-	-	18	-	-
In-service training	231	19	12	8	271	-	-
PRA training	-	-	-	20	20	-	-
Subtotal training	249	19	12	28	309	-	-
G. TA							
International road expert	-	-	150	-	150	-	-
International PRA specialist	-	-	-	90	90	-	-
International financial services spec.	-	330	-	-	330	-	-
United Nations volunteer engineer	-	-	140	-	140	-	-
Local technical assistance	-	-	-	50	50	-	-
Baseline survey & monitoring spec.	-	-	-	60	60	-	-
Subtotal technical assistance	-	330	290	200	820	-	-
H. Direct hire / local contracts	86	7	-	110	204	-	-
Total investment costs	2 387	1 213	3 136	626	7 362	3.1	228
II. Recurrent costs							
A. Salaries	-	-	-	83	83	-	-
B. Allowances	149	13	12	50	224	-	-
C. O&M							
Vehicles	94	24	52	140	310	-	-
Equipment	95	12	-	82	189	-	-
Subtotal operation & maintenance	189	36	52	222	499	-	-
D. Maintenance							
Govt. buildings	-	-	-	13	13	-	-
Road maintenance	-	-	46	-	46	-	-
Irrigation structures	25	-	-	-	25	-	-
Community structures	-	-	14	-	14	-	-
Subtotal Maintenance	25	-	60	13	98	-	-
E. Travel							
Travel for local staff	-	-	-	2	2	-	-
Travel for TA	-	8	8	54	70	-	-
Subtotal travel	-	8	8	56	72	-	-
Total recurrent costs	363	58	131	423	976	-	-
TOTAL BASELINE COSTS	2 750	1 271	3 267	1 050	8 338	2.7	228
Physical Contingencies	81	3	138	6	228	-	-
Price Contingencies							
Inflation							
Local	812	22	543	160	1,537	-	-
Foreign	68	4	120	21	213	-	-
Subtotal Inflation	880	27	663	180	1,750	-	-
Devaluation	-668	-18	-445	-130	1,262	-	-
Subtotal Price Contingencies	212	9	218	50	488	3.3	16
TOTAL PROJECT COSTS	3 043	1 282	3 623	1 106	9 054	2.7	244
Taxes	133	18	172	59	382	3.2	12
Foreign Exchange	1 055	470	2,112	670	4 306	2.9	124

Disbursement Accounts by Financier
(USD '000)

	IFAD		UNDCP		Beneficiaries		Government		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties & Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
A. Investment													
1. Civil Works													
Irrigation	1 364	79.7	-	-	251	14.7	96	5.6	1 711	18.9	589	1 040	82
Roads, Bridges, Govt.Buildings	2 177	95.0	-	-	-	-	115	5.0	2 292	25.3	1 113	1 064	115
Community Infrastructure	596	73.3	-	-	175	21.6	41	5.1	812	9.0	561	211	41
Subtotal Civil Works	4 137	85.9	-	-	426	8.9	252	5.2	4 815	53.2	2 263	2 315	237
2. Vehicles	353	80.0	-	-	-	-	88	20.0	441	4.9	353	-	88
3. Equipment and Materials	596	92.5	5	0.8	-	-	44	6.8	644	7.1	367	257	20
4. Training													
a. In-Service and Study Tours	308	100.0	-	-	-	-	0	-	308	3.4	76	232	0
b. Additional Training (Nonghet)	-	-	20	100.0	-	-	-	-	20	0.2	5	15	-
Subtotal Training	308	93.9	20	6.1	-	-	0	-	328	3.6	81	247	0
5. Technical Assistance	-	-	820	100.0	-	-	-	-	820	9.1	820	-	-
6. Local Contracts /a	212	95.4	-	-	-	-	10	4.6	222	2.5	-	212	10
7. Credit	738	100.0	-	-	-	-	-	-	738	8.2	-	738	-
Subtotal Investment	6 343	79.2	845	10.6	426	5.3	394	4.9	8 008	88.4	3 884	3 768	356
B. Recurrent													
1. Salaries	-	-	-	-	-	-	90	100.0	90	1.0	-	90	-
2. Allowances and Travel													
a. Allowances and Lao Travel /b	187	76.1	-	-	-	-	59	23.9	246	2.7	1	245	-
b. TA Travel	-	-	70	100.0	-	-	-	-	70	0.8	35	35	-
Subtotal Allowances and Travel	187	59.2	70	22.2	-	-	59	18.6	316	3.5	36	280	-
3. Operation and Maintenance /c	403	76.0	-	-	-	-	128	24.0	531	5.9	386	118	27
4. Maintenance of Civil Works													
Irrigation	-	-	-	-	28	100.0	-	-	28	0.3	-	28	-
Roads, Bridges, Govt.Buildings	-	-	-	-	-	-	66	100.0	66	0.7	-	66	-
Community Infrastructure	-	-	-	-	16	100.0	-	-	16	0.2	-	16	-
Subtotal aintenance of Civil Works	-	-	-	-	44	39.9	66	60.1	109	1.2	-	109	-
Subtotal Recurrent	590	56.4	70	6.7	44	4.2	342	32.7	1 046	11.6	422	598	27
Total	6 933	76.6	915	10.1	470	5.2	736	8.1	9 054	100.0	4 306	4 366	382

a Includes direct hire staff, local consultancies and contracts
b IFAD financing percentage declines: 90,90,80,80,70,70,60
c IFAD financing percentage declines: 90,90,80,80,70,70,60





ORGANIZATION AND MANAGEMENT

A. Overall Project Organization

1. Project implementation will be the responsibility of the Xieng Khouang Provincial Government. The most important partners and client in the project are the beneficiaries. At the village level, the beneficiaries, the village committees, the user groups and the village worker network will play a major role in project implementation. Community-based groups are a key part of the participatory development strategy upon which the project is based and for which the PPMU will be responsible. These community groups will include: (i) savings and credit groups formed by APB with the assistance of LWU and the line agencies; (ii) water user groups formed under the irrigation sub-component who will actively participate in the identification of scheme improvements, in the rehabilitation and/or construction works through the provision of labour and materials and who will be responsible for scheme O&M; and (iii) village water user committees who will have a similar role to the irrigation WUGs in respect of the village water supply schemes. In addition, the project will provide training to strengthen the network of village agricultural workers (VAWs) and village livestock workers (VLWs) who will provide complementary extension services to their fellow villagers in agriculture and livestock.

2. The PPMU is already in place in the Deputy Provincial Governors' office and responsible to a provincial and national steering committee in the Provincial Governor's and Prime Minister's office, respectively. The PPMU will manage and coordinate the project. Support will come from a district project management unit (DPMU) in each district attached to the office of the deputy district chief, which will report to a DSC established in each project district. Implementation of project activities will be the responsibility of the beneficiaries, local communities and provincial and district line agencies. Line agency outreach to the villages will be assisted by completing and extending the village worker network. Rural savings and credit services will be the responsibility of the APB under a subsidiary loan agreement with the Ministry of Finance (MOF). The line agencies and mass organizations involved with the implementation of project activities are the provincial and district departments: Agriculture and Forest services (PAFSO and DAFSOs); the Lao Women's Union (LWU); Health (PDH and DHO); Communication, Transport, Posts and Construction (PCTPC and DCTPC); and APB.

3. The PPMU will report to a provincial steering committee (PSC) chaired by the deputy provincial governor and with a membership comprising senior representatives from the following departments: finance; planning; agriculture and forests; communications; transport; post and construction; and health and commerce. In addition, representatives will be drawn from: the LWU; the APB branch office; the rural development committee and the provincial cabinet, with the national project director as secretary. The PPMU will have a liaison office in Vientiane responsible for ensuring contact with the national authorities and donor agencies.

4. A national steering committee (NPS) will be formed. The NSC will comprise senior representatives from the Committee for Investment and Cooperation (CIC); the State Planning Committee; the ministries of finance, agriculture, transport, communication, post and construction, health; the rural development committee, the Lao National Commission on Drug Control and Supervision (LCDC); the LWU; the APB; and representatives from Xieng Khouang Province including the deputy governor in charge of economic and social development and the national project director. A minister from the Prime Minister's Office will be the chairperson.



5. The DSC will be established in each project district with the deputy district chief as the chairman and representatives of the line agencies and two beneficiary representatives (at least one a woman) from each cluster of targeted villages as members.

B. Project Implementation Arrangements and Responsibilities

6. **Implementation arrangements.** Implementation responsibility for all project activities will be delegated to the relevant line agencies and local communities to the extent possible. With the assistance of the participatory development and TA provided by UNDCP, the PPMU will be responsible for implementing and coordinating the participatory development and conducting PRA exercises in the targeted villages in cooperation with the line agencies and DPMUs. The PRAs will be undertaken by a team of three, comprising representatives from Agriculture, Health and LWU. Project implementation at the village level will be assisted by the village committees and model farmers and by extending and completing the village networks of agriculture and livestock workers. These arrangements will ensure the beneficiary participation in implementing project activities and decision-making.

7. **Implementation responsibilities.** The **steering committees** at the national, provincial and district levels will provide policy guidance, consider and approve the AWPBs, monitor physical and financial progress, and resolve implementation problems appropriate to their level of operation. Steering committees will meet quarterly or more often when necessary.

8. The **PPMU** will have responsibility for the overall management of the project and will ensure that: (i) the project targets poor villages in proportion to the ethnic composition of the province; and (ii) the DPMUs with staff of the implementing line departments and LWU carry out PRA exercises in project villages prior to the preparation of AWPBs. PPMU will also: (i) prepare guidelines for project management and accountability in the use of project funds; (ii) organize suitable planning, reporting and M&E procedures, formats and schedules; (iii) prepare and consolidate documentation for procurement; (iv) assist line agencies and DPMUs to prepare AWPBs and consolidate them for presentation to the DSCs, PSC and NSC for approval; (v) assist DPMUs in consolidating and processing eligible project expenditures for consolidation by the PPMU and subsequent preparation of withdrawal applications by MOF for onward transmission to IFAD; (vi) consolidate, translate and submit six monthly progress reports to the PSC and NSC and IFAD and the cooperating institution; (vii) document all expenditure receipts and other financial information for use by supervision missions and by the annual audit which it will arrange; and (viii) monitor DPMUs and line agencies in terms of physical and financial progress, targeting, beneficiary participation and impact of project activities.

9. PPMU together with PAFSO will ensure that, with the involvement of the local communities in the process, the irrigation credit already repaid during Phase I and to be repaid during Phase II is used to finance the expansion of the irrigation facilities in the province in accordance with guidelines and procedures agreed with IFAD.

10. The duties and responsibilities of the DPMUs will follow from those of the PPMU. DPMUs will: (i) ensure that all agencies deliver satisfactory work programmes for the targeted villages based on PRA exercises; and (ii) be responsible for district level delivery of project financing to the line agencies and for ensuring that the funds used are accounted for satisfactorily.

11. **PAFSO and DAFSOs** will implement activities related to irrigation, crops, livestock and fisheries under the project. DAFSO staff assisted by provincial staff will: (i) prepare AWPBs based on the findings from the participatory planning exercises; (ii) organize necessary training; (iii) identify model farmers and village agriculture and livestock workers; (iv) form water user groups and



APPENDIX VI

carry out extension with the involvement of village communities; and (v) account for all funds received and provide regular progress reports both to PAFSO and PPMU and DPMUs. PAFSO will ensure that upland crop production, watershed management and agriculture technology developed by other externally financed projects in the province is made available for replication elsewhere in the province.

12. **Irrigation.** The irrigation sections of the DAFSOs will prioritize the requests from farmers for assistance with the provincial irrigation section (PIS) based on the selection criteria. The following are the responsibilities of the irrigation sections of DAFSOs and WUG's: (i) prior to the start of construction the beneficiaries will form a WUG and DAFSO will assign an irrigation technician full time to supervise the work; (ii) the WUG will select an executive committee; (iii) an agreement will be signed between the WUG and the PIS detailing roles and responsibilities before, during and after construction of the scheme, including division of rights and responsibilities, control of resources, provision of labour and materials, extent of the recovery of investment costs, water use and operation and maintenance; (iv) after completion of each scheme PIS and WUG will carry out an inspection prior to formal handover of ownership to WUG and endorsement of payment to the contractors; (v) training will be organized during the O&M phase to demonstrate water use management practices; and (vi) WUGs will be responsible for O&M activities but will receive assistance from the DAFSO in the preparation of O&M plans, costs and arrangements for necessary repairs.

13. **Crops.** Provincial staff will receive technical training from headquarters in Vientiane and will become trainers to train and support the district staff. District agricultural officers will plan and organize selection of model farmers and the programmes of crop demonstrations in the targeted villages. The choice of the crops will depend upon the findings of PRA exercises. Crop staff will estimate input requirements for the model farmers and demonstrations and develop a detailed programme of work including: (i) assisting village committees to select four trainees including at least one women per village, one of whom will become the VAW and crop demonstrator; (ii) carrying out training of all trainees from each village in the cluster in the focal village; (iii) organizing a programme of four extension visits each year to each village which is in or has been in a cluster; and (iv) making arrangements with the DPMU and APB for the supply of seed and inputs required by farmers wishing to adopt demonstrated technology.

14. **Livestock.** Provincial livestock staff will receive technical training from headquarters in Vientiane and will become trainers to train and support the district staff. They will provide technical support for livestock credit in cooperation with the LWU and APB. The diagnostic laboratory staff will assist provincial staff to train district staff and VLWs in veterinary matters including cold chain management and vaccination, ensure that vaccines are held in stock to meet district requirements and carry out annual disease surveys in each district. The district staff will organize demonstrations in response to the villagers' demands, farmer training and field days, monitor cattle bank performance and ensure that the cold chain is maintained and functional and that the targeted expansion of vaccination programmes occurs. Fisheries staff in the provincial office and at Khoung Pok station will promote pond and paddy aquaculture throughout the province in response to beneficiary demand.

15. **Income diversification.** The LWU will participate in the village PRA exercises and will make their annual plans available for incorporation into the district and provincial AWPBs. The LWU will ensure that village women are made aware of the project activities and trained to enable their participation. This will entail working in close cooperation with the line agencies. LWU will build upon their existing experience of group formation and with village revolving funds assist APB to establish self-help savings and credit groups and develop savings programmes in the villages.

16. **APB** will provide rural financial services under a subsidiary loan agreement with MOF and establish a provincial revolving fund for which the Xieng Khouang Service Unit of APB will be



responsible. APB will: (i) cooperate with LWU to promote self-help savings and credit groups with savings activities in the villages; (ii) participate in PRA exercises to develop likely credit demand for inclusion in district and provincial AWPBs; (iii) develop its sub-loan appraisal capacity to determine the appropriate duration and repayment terms to be applied to sub-loans; (iv) once the groups are mature, make credit available to members of groups for any legal and financially viable activity on prevailing commercial terms; (v) assisted by TA, review and amend existing procedures to enable APB to manage and account for the provincial revolving fund; (vi) with the assistance of the TA, provide staff training in banking, accounting, management, loan appraisal, computerization, reporting, monitoring and auditing; and (vii) improve the systems and discipline of banking, accounting, reporting, monitoring, supervision and auditing.

17. **Rural infrastructure.** PDH will be responsible for the rural water supply programme. PDH and its district staff will: (i) carry out the detailed planning based on PRA exercises and villagers' willingness to share the cost of construction and be responsible for O&M; (ii) be responsible for the development of AWPBs; and (iii) organize the survey design and construction of schemes, including preparation of tender documentation, evaluation of bids, supervision of construction and certification of contract payments.

18. **PCPTC** will implement the rural roads sub-component and will: (i) prepare AWPBs based on priority roads selected; (ii) prepare tender documents, evaluate bids, supervise construction and certify contract payments; and (iii) be responsible for overall planning and supervision of maintenance. District staff will be responsible for detailed arrangements with participating villages for maintenance of roads and bridges, including the provision of tools. PCPTC will ensure that labour-based construction is used whenever possible, employing members of the communities to benefit from the roads and that it is organized during the agricultural off-season so as not to have a negative impact on food production.

19. All agencies will account for all project funds provided. Specialist TA is an essential element of the project. Training is key element of all project components. It will involve both staff and farmers and costs for training have been included for each component in the project costs and a detailed training plan has been prepared.

20. Chart 1 shows the project organization structure and the links between the implementing agencies, the project management units at district and provincial level and the steering committees. Chart 2 shows the flow of funds from IFAD to the beneficiaries.



Chart 1: Project Organization Structure

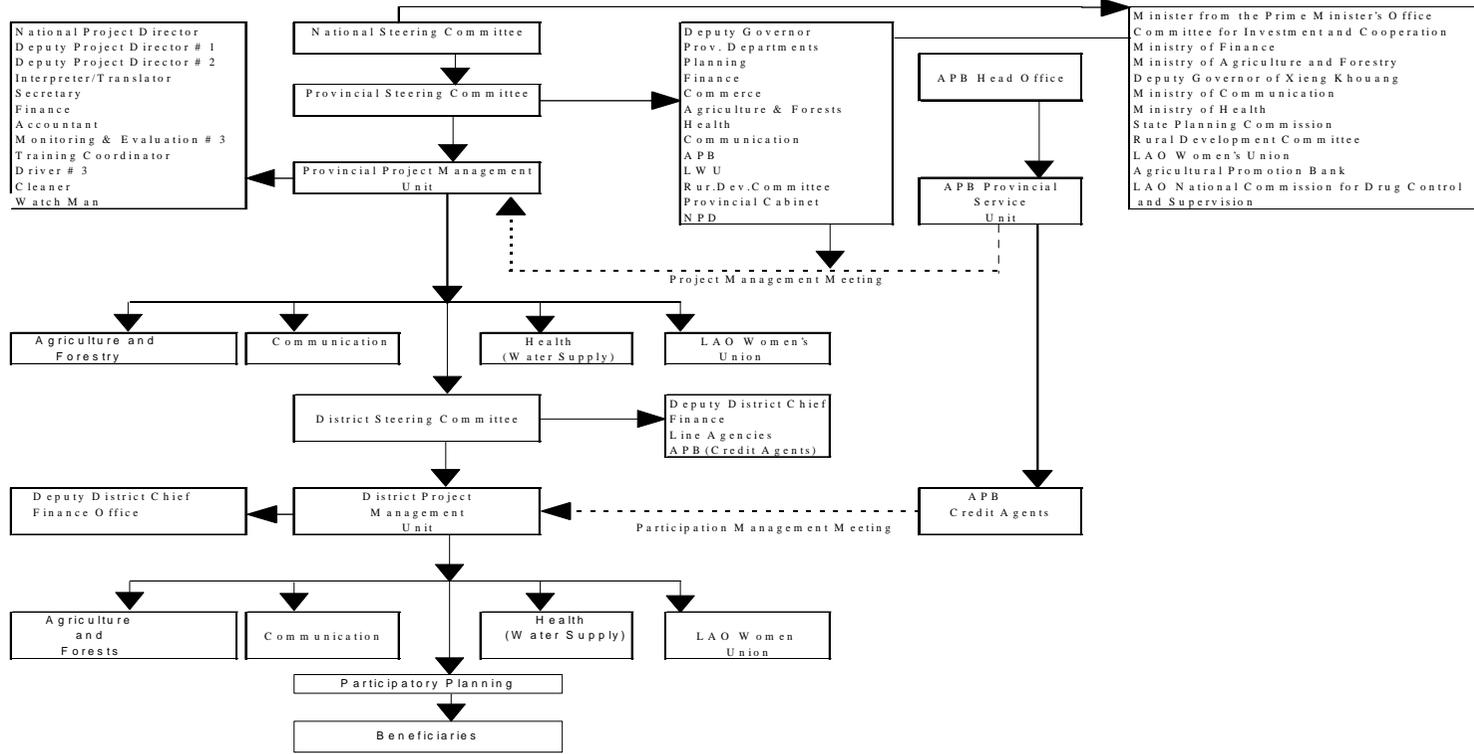
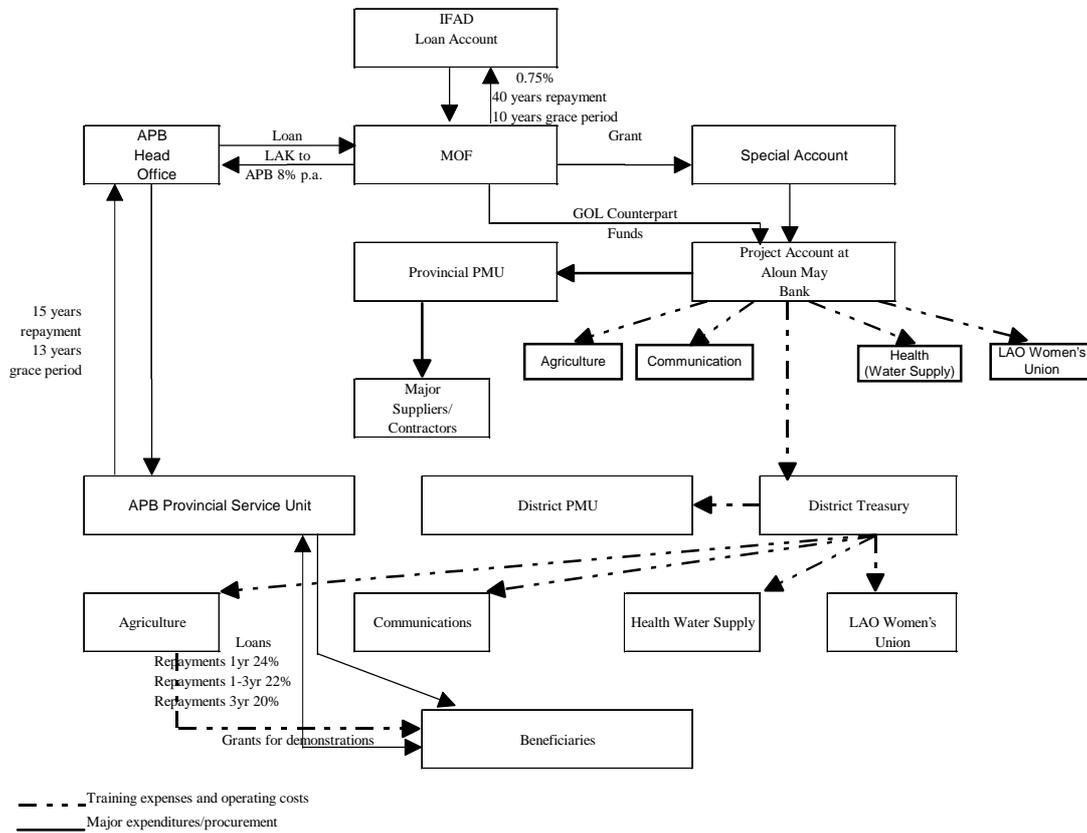




Chart 2: Flow of Funds





ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS

1. A detailed financial and economic analysis was undertaken during project formulation and was revised at appraisal. The following five livestock and fishery models and one handicraft (weaving) model have been analysed to show the expected returns from project activities. The activities analysed are: (i) the breeding and fattening of progeny from a three cow herd; (ii) the keeping of one breeding sow and selling weaners; (iii) the fattening of five weaners; (iv) a poultry unit of 20 hens and four cockerels; (v) a 600 m² fish with one crop per year; and (vi) a Lao Theung part-time weaver. These enterprises all provide attractive returns to investments and the returns to family labour will exceed the opportunity cost of rural labour (LAK 2 000) in alternative uses in the project area. The results can be summarized as follows:

TABLE 1: FINANCIAL ANALYSIS - LIVESTOCK AND HANDICRAFT MODELS

Enterprise	Investment LAK	Returns to	
		Labour day (LAK)	Capital %
Cattle breeding	435 000	5 207	61%
Pig breeding	223 000	4 220	145%
Pig fattening	340 000	4 326	>100%
Poultry	274 000	5 456	>100%
Fish	175 000	12 925	>100%
Weaving	103 300	2 266	21%

2. **Farm households.** A financial analysis was undertaken to evaluate the likely financial impact on rural households that commit land, invest labour and some incremental inputs in crop-diversification activities, in addition to making investments in irrigation. The four farm models analysed demonstrate the financial benefits that will accrue from crop diversification and increased dry season cropping. As shown below the four farm models effectively demonstrate that farmers will be substantially better off as a result of the project.

TABLE 2: FINANCIAL ANALYSIS - FARM MODELS

Farm Model	Incremental Household Income (LAK)	Returns per labour day (LAK)	Incremental Labour Required (days)
Improving traditional irrigation	822 388	6 007	21
Conversion of upland to new irrigation	511 913	4 892	28
Introduction of new upland crops	140 210	3 488	2
Intensification of existing improved irrigated areas	459 273	6 007	40

3. **Irrigation development.** This financial analysis shows that farmers will have a FIRR of 110% from their share of the investment in the construction/rehabilitation of the schemes as well as in operation and maintenance of the schemes in years following the investment. In terms of the full construction cost of the irrigation facilities, the FIRR is 29%.



4. **Rural access roads.** An indicative financial analysis has been conducted to estimate the financial returns to the investment in rural access roads. The results show that over 20 years, the FIRR is 0% with no increase in traffic assumed; 3% with a traffic increase of 5%; and 6% with a traffic increase of 100%.

5. **Economic analysis.** Economic benefits will accrue from all project components but these are not all capable of realistic quantification and valuation. In this analysis the incremental benefit stream is the net economic value of incremental crop and livestock production and benefits from road construction. No benefits are claimed from handicraft production in the analysis. Where appropriate these values are net of all incremental costs, including labour. The project's incremental economic costs include all project costs except transfer payments (credit funds and taxes and duties) and price contingencies and include an allowance for recurrent costs in the years following project completion. The local cost element has been adjusted using the standard conversion factor set by the World Bank of 0.95.

6. **Economic internal rate of return (EIRR).** Using the above conservative assumptions (i.e. the inclusion of all the costs of TA and institutional strengthening which will have a wider impact and exclusion of the likely benefits from handicraft production), the EIRR is 13.4%. An analysis by component shows the following returns: (i) irrigation improvement and lowland crop production 24%; (ii) upland crop production 66%; and (iii) cold chain for livestock vaccination 38%. The calculation of switching values shows that benefits will have to decline by 20% to give a net present value (NPV) of zero at the opportunity cost of capital (OCC) of 10%. Costs will have to increase by 25% to give a NPV of zero at the OCC of 10%. These tests indicate that the project's EIRR will be resistant to unanticipated adverse events and relatively more sensitive to benefit reductions than to cost increases.

7. **Increased government revenues.** In the medium to long-term, the Provincial Government will benefit fiscally from the tax revenues generated by an increased volume of trade within the Province and between the province and Vientiane and Viet Nam. In the long-term the agricultural and associated economic development will contribute to the country's foreign exchange earnings and strengthen the balance of payments.

8. **Cost recovery.** Beneficiaries will contribute labour and local materials for the construction of drinking water supply and irrigation schemes with a partial recovery of the irrigation investment costs. In both cases the beneficiaries will assume responsibility for the O&M of the investments. This approach will enhance beneficiary ownership and the sustainability of the schemes and provide the Provincial Government with additional funds for irrigation development.

9. **Capacity-Building.** The project will have direct benefits for government institutional capacity-building and human resource development. Through formal and on-the-job training as well as the day to day management and implementation of the project, the project will strengthen the capacity of provincial and district institutions and their staff to support social and economic development in rural communities. In particular, it will improve their outreach to the beneficiaries and understanding of the role of government services in an emerging market-oriented economy. The participatory approach to be introduced into the project planning and implementation will further improve their capacity to manage the development process in a service oriented and participatory manner. During the project implementation, the beneficiaries and local communities will receive training and participate directly in the implementation of different project activities, which will empower the villagers and particularly women in future poverty alleviation and rural development programmes. This will have institutional benefits that will extend beyond the geographical and temporal limits of the project.